



Portrait de l'insécurité alimentaire à Montréal en 2020

Portrait de l'insécurité alimentaire à Montréal en 2020 est une production de la Direction régionale de santé publique du CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal.

1560 Sherbrooke Est
Pavillon JA DeSève
Montréal (Québec) H2L 4M1
<https://www.drspmtl.ca>

Coordination

Catherine Robichaud
Catherine Verreault

Recherche et rédaction

Véronique Nadeau-Grenier
Sofia Scuralli

Validation des données

Sophia Crosato
James Massie

Collaboration

Mireille Morin
Ève-Marie Richard
Danie Royer

Nos remerciements à Marie Mélanie Fontaine et à Marie-Andrée Gravel de l'Institut de la Statistique du Québec pour l'analyse des données.

Ce document est disponible en ligne à la section documentation du site Web : <https://www.drspmtl.ca>

© Gouvernement du Québec, 2024

ISBN: 978-2-550-97961-6 (En ligne)

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2024
Bibliothèque et Archives Canada, 2024

Mot de la directrice

L'adoption d'une alimentation saine et durable est un déterminant majeur de la santé d'une population. Le droit à l'alimentation est d'ailleurs reconnu comme un droit fondamental intégré au droit international et vise à garantir l'accès physique et économique à une saine alimentation pour toutes et tous. Pourtant, encore aujourd'hui, de nombreux ménages montréalais ont un accès inadéquat ou insuffisant aux aliments sains et culturellement acceptables à cause d'un manque de ressources financières. En 2020 à Montréal, ce sont près de 300 000 personnes qui vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire, soit 15 % de la population montréalaise (comparativement à 11 % pour le reste du Québec).

Le *Portrait de l'insécurité alimentaire à Montréal en 2020* présente les caractéristiques sociodémographiques des ménages montréalais vivant en situation d'insécurité alimentaire, en utilisant les résultats de l'Enquête canadienne sur le revenu 2020 et des résultats de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes 2017-2018. Par ce portrait, la Direction régionale de santé publique de Montréal (DRSP) poursuit son objectif de surveiller l'état de santé de la population sur son territoire, pour informer la population et soutenir la prise de décision.

L'amélioration de l'accès à une alimentation saine et durable et la réduction des inégalités sociales de santé s'inscrivent dans le *Plan d'action régional intégré de santé publique de Montréal 2023-2025* et dans le *Programme national de santé publique 2015-2025*. L'insécurité alimentaire est un symptôme clair de la pauvreté et des inégalités sociales de santé. La réduction de l'insécurité alimentaire nécessite l'amélioration des revenus des personnes et le renforcement des programmes et services existants, tout en portant une attention particulière aux personnes qui ont un accès inéquitable aux emplois, aux logements, aux aliments et aux services de santé.

La directrice régionale de santé publique,



Mylène Drouin, M.D., FRCPC

Table des matières

De nouvelles données à venir	VI
Faits saillants.....	VII
1/ L'insécurité alimentaire : pourquoi s'en préoccuper ?	1
1.1. Qu'est-ce que la sécurité alimentaire et l'insécurité alimentaire	1
1.1.1. La sécurité alimentaire	1
1.1.2. L'insécurité alimentaire.....	2
1.2. Quelles sont les causes de l'insécurité alimentaire des ménages?	2
1.3. Quels sont les impacts de l'insécurité alimentaire sur la santé?.....	4
1.4. Comment l'insécurité alimentaire a-t-elle évolué dans les dernières années?	4
2/ L'insécurité alimentaire : portrait de la situation montréalaise	6
2.1. Quelle méthodologie a été utilisée pour brosse le présent portrait?	6
2.2. Quelles sont la prévalence et la répartition de l'insécurité alimentaire à Montréal?.....	7
2.3. Quels sont les facteurs de risque de l'insécurité alimentaire?	8
2.3.1. L'insécurité alimentaire selon le sexe	8
2.3.2. L'insécurité alimentaire selon l'âge	9
2.3.3. L'insécurité alimentaire selon l'appartenance ethnoculturelle et le parcours migratoire	10
2.3.4. L'insécurité alimentaire selon le type et la taille du ménage	11
2.4. L'insécurité alimentaire selon le niveau de scolarisation et le revenu	12
2.3.5. L'insécurité alimentaire selon le niveau de scolarisation et le revenu	12
2.3.6. L'insécurité alimentaire selon le niveau de scolarisation et le logement	14
2.3.7. L'insécurité alimentaire selon l'état de santé, la présence d'incapacités et la mobilité	15
3/ À quoi ressemble la population montréalaise vivant de l'insécurité alimentaire?	18
4/ L'insécurité alimentaire : comment la réduire?	22
Conclusion	23
Références	24
Annexes.....	29
Annexe 1 – Données	29
Annexe 2 – Liste de documents qui proposent des pistes d'action pour réduire la pauvreté et/ou l'insécurité alimentaire.....	35

SOMMAIRE DES GRAPHIQUES

1. Proportion (%) de personnes vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire à Montréal et dans le reste du Québec en 2020	7
2. Répartition des personnes vivant dans des ménages en insécurité alimentaire selon le niveau de sévérité de l'insécurité alimentaire, Montréal en 2020	8
3. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le groupe d'âge, à Montréal, en 2020	9
4. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon l'appartenance à une minorité visible, à Montréal, en 2020	10
5. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le statut migratoire, à Montréal, en 2020.....	11
6. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon la taille du ménage, à Montréal, en 2020	12
7. Proportion (%) de personnes de 25 ans et plus dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le niveau de scolarité atteint, à Montréal, en 2020	12
8. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le revenu du ménage, à Montréal, en 2020.....	13
9. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon la source de revenus principale, à Montréal, en 2020.....	14
10. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le mode d'occupation du logement, à Montréal, en 2020	14
11. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon les besoins impérieux en matière de logement, à Montréal, en 2020.....	15
12. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon la santé physique perçue, à Montréal, en 2017-2018	16
13. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon la santé mentale perçue, à Montréal, en 2017-2018.....	16
14. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon la difficulté à marcher ou à monter des escaliers, à Montréal, en 2017-2018.....	17
15. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon la difficulté à faire des commissions ou l'épicerie, à Montréal, en 2017-2018.....	17
16. Répartition des personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le groupe d'âge, à Montréal, en 2020.	18
17. Répartition des personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le statut d'immigrants, à Montréal, en 2020	19
18. Répartition des personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon l'appartenance à une minorité visible, à Montréal, en 2020	19
19. Répartition des personnes dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire selon la taille du ménage, à Montréal, en 2020	20
20. Répartition des personnes de 25 ans et plus dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le niveau de scolarité, à Montréal, en 2020.....	20
21. Répartition des personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon la source de revenus, à Montréal, en 2020.....	21
22. Répartition des personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le mode d'occupation du logement, à Montréal, en 2020	21

De nouvelles données à venir

Le portrait suivant présente les résultats de l'Enquête canadienne sur le revenu (ECR) 2020. Il s'agit des données les plus récentes disponibles au moment de la rédaction. Nous reconnaissons les défis que pose l'interprétation de données colligées au cours de l'année 2020 afin de dresser un portrait de l'insécurité alimentaire en raison des particularités du contexte économique pendant la pandémie de COVID-19.

Une production complémentaire comprenant des données tirées de l'ECR 2021 et 2022 suivra au cours de la prochaine année afin d'offrir un regard longitudinal sur le phénomène de l'insécurité alimentaire à Montréal et d'observer les tendances qui s'inscrivent au fil du temps.

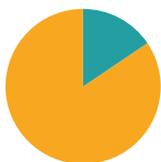
Faits saillants

L'insécurité alimentaire des ménages a plusieurs impacts négatifs importants sur la santé et le bien-être. De plus, elle engendre des coûts importants pour le système de santé. Le portrait suivant vise à mettre en lumière de récentes données et connaissances disponibles en lien avec l'insécurité alimentaire à Montréal. Dans ce portrait, l'insécurité alimentaire au niveau des ménages fait référence à un accès inadéquat et/ou insuffisant aux aliments sains et personnellement et/ou culturellement acceptables causé par un manque de ressources financières!



À MONTRÉAL

La prévalence de l'insécurité alimentaire semble relativement stable depuis 2008.



Près de 300 000 personnes, plus de 154 000 femmes et 144 000 hommes, vivaient dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire en 2020. **Cela représente près de 15 % de la population montréalaise.** En comparaison, dans le reste du Québec, un peu plus de 11 % de la population vit de l'insécurité alimentaire.



REVENU ET SOURCE DE REVENUS

L'insécurité alimentaire est fortement liée au revenu et à la source de revenus :



Deux personnes sur cinq qui vivent dans un ménage ayant un **revenu de moins de 20 000 \$ par année** sont dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.



Deux personnes sur 10 **sans revenu ou dont le revenu provient de transferts gouvernementaux**, soit un peu plus de 135 000 personnes, vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.



TYPE D'OCCUPATION ET BESOINS EN LOGEMENT

L'insécurité alimentaire est liée au type d'occupation du logement et à la présence de besoins impérieux en matière de logement :



Près d'un **locataire** sur cinq vit dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire à Montréal. Ceci correspond à plus de 227 000 locataires.



Plus de trois personnes sur 10 qui ont des **besoins impérieux en matière de logement** vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.



MINORITÉS VISIBLES ET IMMIGRATION

L'insécurité alimentaire est racisée et varie selon le parcours migratoire :



Ce sont près de deux personnes sur 10 appartenant à une **minorité visible** qui vivent dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire.

Les **personnes immigrantes** sont plus à risque de vivre dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire que les personnes non immigrantes.



SANTÉ ET INCAPACITÉS

L'insécurité alimentaire est liée à la santé et au fait de vivre avec certaines incapacités :



Environ une personne sur quatre qui perçoit sa **santé physique ou mentale** comme passable à mauvaise vit dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.



Plus de deux personnes sur 10 qui ont de la **difficulté à marcher ou à monter les escaliers, ou à faire leurs commissions ou leurs épiceries** vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.



GROUPES DÉMOGRAPHIQUES SPÉCIFIQUES

L'insécurité alimentaire touche davantage les enfants, les personnes qui vivent seules et les personnes qui vivent dans des ménages de plus de cinq personnes :



Un **enfant de moins de 12 ans** sur cinq vit dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire. Ceci correspond à plus de 54 000 enfants.



Parmi les **personnes qui vivent seules ou dans un ménage de cinq personnes ou plus**, environ une sur cinq est dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.

L'insécurité alimentaire est un symptôme clair de la pauvreté et des inégalités sociales de santé. La réduction de l'insécurité alimentaire nécessite l'amélioration des revenus des personnes et le renforcement des programmes et services existants, tout en portant une attention particulière aux personnes qui ont un accès inéquitable aux emplois, aux logements, aux aliments, aux services de santé, etc. à cause de la discrimination systémique qu'elles vivent (Premiers Peuples, femmes, personnes qui rapportent une appartenance à une minorité sexuelle et/ou de genre, personnes vivant avec des incapacités, personnes issues de l'immigration, personnes racisées, etc.). De manière générale, une attention doit également être portée aux ménages avec enfants, aux personnes vivant seules et aux ménages de cinq personnes ou plus.



1/ L'insécurité alimentaire : pourquoi s'en préoccuper ?

1.1. QU'EST-CE QUE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

1.1.1. La sécurité alimentaire

Selon le Comité de la sécurité alimentaire mondial (CSA) : « La sécurité alimentaire est assurée lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active^{II}. »

Les six dimensions de la sécurité alimentaire sont illustrées dans le schéma ci-dessous. Celles-ci sont^{III} :

1. **L'agencéité** : la capacité des individus ou groupes d'agir de manière indépendante pour faire des choix sur ce qu'ils et elles mangent et produisent, comment ces aliments sont produits, transformés et distribués, et de s'engager dans des processus politiques qui façonnent les systèmes alimentaires.
2. **La stabilité** : la capacité d'assurer la sécurité alimentaire lors de crises (économiques, sanitaires, etc.) ou lors d'événements cycliques (insécurité alimentaire saisonnière).
3. **La durabilité** : un système alimentaire qui contribue à la régénération, à long terme, des systèmes naturels, sociaux et économiques. Un système alimentaire qui répond aux besoins des générations actuelles, sans compromettre ceux des générations futures.
4. **L'accès** : l'accessibilité physique, sociale et économique aux aliments, sans compromettre la réponse aux autres besoins de base pour toutes et tous.
5. **La disponibilité** : la disponibilité à une quantité suffisante et une qualité adéquate d'aliments produits localement ou importés pour répondre aux besoins nutritionnels des personnes. Les aliments ne devraient pas contenir de substances nocives et devraient être culturellement acceptables.
6. **L'utilisation** : la possibilité d'avoir une alimentation adéquate, de l'eau potable, des services sanitaires et des services de santé afin d'atteindre un état de bien-être nutritionnel, où tous les besoins physiologiques d'une personne sont comblés.

Schéma 1. Les six dimensions de la sécurité alimentaire qui se dégagent de sa définition actuelle^v



Source : Groupe d'experts de haut niveau (HLPE), 2020

1.1.2. L'insécurité alimentaire

L'insécurité alimentaire des ménages est mesurée par Statistique Canada selon une échelle validée et normalisée qui permet de savoir dans quelle mesure l'accès à de la nourriture est inadéquat en raison de contraintes financières^v. Dans ce portrait, l'insécurité alimentaire au niveau des ménages fait donc référence à un accès inadéquat et/ou insuffisant aux aliments sains et personnellement et/ou culturellement acceptables causé par un manque de ressources financières^{vi}. Un ménage peut se retrouver en situation :

- ➔ de sécurité alimentaire (aucun signe de problème d'accès aux aliments lié au revenu);
- ➔ d'insécurité alimentaire marginale (crainte de manquer d'aliments ou signes de certains problèmes d'accès aux aliments);
- ➔ d'insécurité alimentaire modérée (signes de réduction de la qualité et/ou de la quantité d'aliments consommés);
- ➔ d'insécurité alimentaire grave (signes de réduction majeure de la quantité d'aliments consommés)^{vii}.

Au niveau sociétal, l'insécurité alimentaire dépend également de l'accès physique et culturel aux aliments, ainsi que de la production stable et durable et de la distribution locale des aliments^{viii}.

1.2. QUELLES SONT LES CAUSES DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES ?

Comme indiqué ci-haut, l'insécurité alimentaire des ménages est liée à un manque de ressources financières. Plusieurs études montrent que l'insécurité alimentaire des ménages est diminuée lorsque les revenus des personnes sont augmentés. Au tout début de la pandémie de COVID-19, par exemple, l'insécurité alimentaire des ménages québécois était de 25 % (selon un sondage de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)). L'insécurité alimentaire a diminué à 21% dès la mi-avril 2020 après l'arrivée des premiers versements de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) (transfert d'argent fédéral pour atténuer les pertes de revenus causées par la pandémie)^{ix}. D'autres mesures de soutien au

revenu des ménages canadiens, telles que la Prestation universelle pour la garde d'enfants et la pension de la Sécurité de la vieillesse, ont démontré leur impact positif sur l'insécurité alimentaire. Ces impacts sont notamment importants pour des personnes vivant avec un faible revenu et des familles monoparentales^x. Des études comparant divers pays montrent les impacts positifs des politiques familiales et des politiques traitant du salaire minimum sur l'insécurité alimentaire des ménages^{xi}.

L'insécurité alimentaire est également liée à l'abordabilité et à la qualité du logement, surtout pour les personnes locataires. Une étude de Toronto montre que le risque de vivre de l'insécurité alimentaire augmente lorsque le revenu disponible après avoir payé son loyer diminue. Cette étude montre aussi que le risque de vivre de l'insécurité alimentaire est plus faible pour les ménages qui ont accès à un logement subventionné comparativement aux ménages qui sont sur une liste d'attente pour avoir accès à un logement subventionné. Enfin, l'étude établit que les ménages à faible revenu vivent souvent des enjeux d'insécurité alimentaire et de qualité insuffisante du logement (réparations nécessaires et surpeuplement des logements) de manière simultanée^{xii}. Une autre étude canadienne suggère que le risque de vivre de l'insécurité alimentaire est plus important dans les secteurs où les coûts pour se loger sont plus élevés, peu importe les caractéristiques sociodémographiques des ménages (âge des personnes dans les ménages, occupation des personnes dans les ménages, identité culturelle des personnes dans les ménages, etc.)^{xiii}. Enfin, ajoutons qu'au Québec, en 2016, les personnes ayant un plus faible revenu dépensaient une plus grande part de leur argent pour se loger et une moins grande part pour se nourrir^{xiv}. Ceci suggère qu'il est plus facile de limiter ses dépenses en alimentation lorsque certaines autres dépenses sont élevées et fixes (ex. : logement, électricité, etc.).

Certaines interventions qui réduisent les coûts des aliments, telles que l'offre de repas scolaires gratuits ou à coûts réduits pour des jeunes vivant avec un faible revenu et la distribution de coupons ou prescriptions alimentaires permettant d'obtenir gratuitement ou à faibles coûts certains aliments pour des personnes vivant avec un faible revenu, pourraient amoindrir l'insécurité alimentaire des ménages^{xv}. Les effets des interventions communautaires en alimentation, telles que les cuisines communautaires, les jardins communautaires, les marchés et épiceries solidaires, etc., sur l'insécurité alimentaire, ne sont pas démontrés^{xvi}. Ces interventions visent à améliorer l'accès aux aliments en diversifiant les types d'offres alimentaires et/ou à améliorer l'autonomie alimentaire des personnes^{xvii}. Elles contribuent au développement d'un système alimentaire alternatif plus écologique et plus juste^{xviii}. Cependant, les personnes qui participent à ces types d'intervention ont souvent un niveau d'insécurité alimentaire moins sévère^{xix}. Certaines populations qui, par exemple, ont un niveau de littératie plus faible, sont allophones, ont un horaire de travail atypique, ont des capacités physiques différentes, etc. peuvent être moins bien rejointes par les interventions^{xx}. De plus, les impacts de ces interventions sont rarement mesurés de façon à pouvoir connaître l'effet sur l'insécurité alimentaire à long terme^{xxi}. Notons que ces interventions permettent d'atténuer les impacts de l'insécurité alimentaire des ménages en rendant plus accessibles certains aliments sains et/ou culturellement acceptables^{xxii}. Elles ont aussi plusieurs autres impacts positifs sur la santé tels que la diminution de l'isolement social, la réinsertion professionnelle, l'augmentation du sentiment d'appartenance, l'augmentation de la confiance en soi, etc.^{xxiii}

Contrairement à certaines croyances, l'insécurité alimentaire des ménages n'est pas liée à des manques de connaissances sur l'alimentation. Les ménages canadiens en situation d'insécurité alimentaire ont un niveau de littératie alimentaire équivalent à celui des ménages en situation de sécurité alimentaire. Les deux types de ménages ont les mêmes

capacités pour la planification des repas, l'achat (faire une liste d'épicerie) et la préparation des aliments^{xxiv}. L'insécurité alimentaire n'est pas, non plus, liée à un manque de connaissances sur la gestion de son argent. Les ménages canadiens en situation d'insécurité alimentaire sont plus enclins à prévoir un budget pour l'achat d'aliments que les ménages en situation de sécurité alimentaire^{xxv}. De plus les ménages en situation d'insécurité alimentaire dépensent une part moins importante de leur argent pour des dépenses non essentielles que les ménages en situation de sécurité alimentaire^{xxvi}.

1.3. QUELS SONT LES IMPACTS DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SUR LA SANTÉ ?

L'insécurité alimentaire des ménages a plusieurs impacts négatifs sur la santé. D'une part, certains problèmes de santé sont liés à une alimentation insuffisante, que l'on parle de la dénutrition chez les personnes âgées^{xxvii}, des carences alimentaires^{xxviii} ou des difficultés scolaires chez les jeunes^{xxix}. D'autre part, certains problèmes de santé sont liés à une alimentation de moins bonne qualité, tels que le diabète, les maladies cardiovasculaires^{xxx}, une mauvaise santé buccodentaire^{xxxi}, etc. De plus, certains problèmes de santé sont liés à la peur, au stress et à la honte de manquer d'argent pour s'acheter des aliments, tels que l'anxiété^{xxxii}, la dépression^{xxxiii}, les idéations suicidaires chez les jeunes^{xxxiv}, etc. L'insécurité alimentaire est associée à une moins bonne adhérence aux traitements médicaux pour certaines maladies comme le diabète^{xxxv} et le virus de l'immunodéficience humaine (VIH)^{xxxvi}. Enfin, elle engendre des coûts importants pour le système de santé^{xxxvii}.

1.4. COMMENT L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE A-T-ELLE ÉVOLUÉ DANS LES DERNIÈRES ANNÉES ?

Au Québec, la prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages demeure relativement stable depuis les dernières années^{xxxviii}. Notons qu'une augmentation des investissements dans l'aide alimentaire, ainsi qu'un renforcement du réseau d'aide alimentaire durant les dernières années ne semblent pas avoir eu d'incidence sur la prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages^{xxxix}.

L'insécurité alimentaire est plus faible au Québec que dans le reste du Canada. Ceci pourrait être expliqué par un filet social plus fort. Voici quelques exemples de mesures ou programmes qui permettent de réduire le fardeau fiscal des ménages :

- ➔ Les prestations d'aide sociale pour les personnes seules et pour les familles monoparentales avec un enfant sont plus élevées au Québec qu'en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario^{xl}.
- ➔ Lorsque l'on considère les revenus après impôts et redistributions, le Québec est l'une des provinces les plus égalitaires au Canada en termes de revenus^{xli}.
- ➔ Au Québec, le réseau des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés existe depuis plus de 25 ans, tandis que celui-ci est en place depuis seulement 3 ans dans le reste du Canada^{xlii}. L'accès à un service de garde permet aux parents, surtout aux femmes, de participer au marché du travail et d'améliorer leur sécurité économique^{xliii}.

La PCU a eu une influence positive temporaire sur la prévalence de l'insécurité alimentaire des ménages comme discuté ci-haut. Son impact n'a pas duré, puisque la PCU a seulement été disponible du 15 mars 2020 au 3 octobre 2020^{xliv}. Une revue systématique démontre

même que la prévalence de l'insécurité alimentaire au Canada aurait augmenté lors de la pandémie de COVID-19 (entre avril 2020 et avril 2021), surtout pour les ménages qui étaient déjà plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire^{XLV}. La pandémie de COVID-19 a perturbé la chaîne d'approvisionnement alimentaire^{XLVI}. Au bout de la chaîne, les populations sont confrontées à une hausse des prix des aliments. Entre octobre 2021 et juillet 2022, l'inflation économique a fait augmenter le coût de plusieurs biens et services essentiels. Le coût du panier à provisions nutritif et économique (PPNE), qui correspond à une estimation du coût minimal d'un panier d'épicerie équilibré mesuré par le Dispensaire diététique de Montréal (DDM), a augmenté de 15 %. En 2022, le coût du PPNE pour une famille de quatre personnes qui reçoit de l'aide financière (incluant environ 13 000 \$ en prestations d'aide sociale, 5 200 \$ en allocations familiales et 12 000 \$ en allocation canadienne pour enfants) représente environ 40 % du revenu de cette famille.^{XLVII} Actuellement, les demandes d'aide alimentaire augmentent pour plusieurs organismes, mais ceux-ci n'ont pas toujours la capacité (humaine et financière) d'y répondre^{XLVIII}.

2/ L'insécurité alimentaire : portrait de la situation montréalaise

2.1. QUELLE MÉTHODOLOGIE A ÉTÉ UTILISÉE POUR BROSSER LE PRÉSENT PORTRAIT ?

Deux grandes enquêtes canadiennes permettent de mesurer l'insécurité alimentaire au Canada : l'Enquête sur la santé des collectivités canadiennes (ESCC) et l'Enquête canadienne sur le revenu (ECR)^{XLIX}. Les données d'insécurité alimentaire de l'ESCC sont disponibles depuis 2005^L, tandis que celles de l'ECR sont disponibles depuis 2018^{LI}. Dans ce portrait, les données de l'ECR 2020¹ sont favorisées, car le taux de réponse à l'enquête est plus élevé et la collecte de données est annuelle, donc les données sont plus récentes^{LII}. Les données de l'ECR permettent d'identifier les personnes qui vivent dans des ménages selon une échelle de sécurité alimentaire. Les données de l'ESCC 2017-2018² sont utilisées de façon complémentaire lorsqu'elles amènent des informations non disponibles dans l'ECR. Les résultats des deux enquêtes ne doivent pas être directement comparés à cause des différences méthodologiques importantes^{LIII}.

Le portrait actuel présente une analyse transversale (à un moment précis) de Montréalaises et Montréalais vivant dans des ménages selon différents niveaux de sécurité alimentaire en 2020. Comme illustré ci-haut, il est important de considérer que la pandémie de COVID-19 et les mesures mises en place lors de celle-ci ont influencé les niveaux d'insécurité alimentaire en 2020. Des données récemment rendues disponibles à l'échelle provinciale démontrent une augmentation de l'insécurité alimentaire de 2 % entre 2020 et 2021 au Québec^{LIV}. Les données utilisées pour brosse le présent portrait sont disponibles à l'[annexe 1](#). Les données pour les années 2018 et 2019 sont également disponibles.

Enfin, les données d'enquêtes comportent des limites; elles ne permettent pas à elles seules d'identifier toutes les populations plus à risque de vivre une problématique, puisque certaines populations sont trop restreintes en nombre pour être analysées et/ou ne sont pas touchées par les enquêtes populationnelles (ex. : les personnes vivant en situation d'itinérance, les personnes migrantes à statut précaire, les personnes autochtones vivant en communautés, etc.). Les collaborations avec les milieux communautaires, le milieu de la recherche et les citoyennes et citoyens permettent de mieux connaître et comprendre la situation montréalaise pour ces populations.

Dans le cadre de ce portrait, plusieurs sous-groupes de populations sont comparés afin de comprendre leur risque de vivre de l'insécurité alimentaire. Mettre en lumière les types de populations qui ont un accès économique inéquitable aux aliments peut contribuer à la stigmatisation de celles-ci. L'objectif ici est de documenter, connaître et reconnaître les iniquités vécues par

Dans les graphiques, les risques d'insécurité alimentaire sont comparés selon certaines variables (ex. : a). Les lettres indiquées en exposant indiquent un écart statistiquement significatif entre deux catégories de variables lorsqu'elles sont identiques.

1. La collecte des données sur l'insécurité alimentaire dans l'ECR est faite en 2021, mais fait référence à l'année 2020.

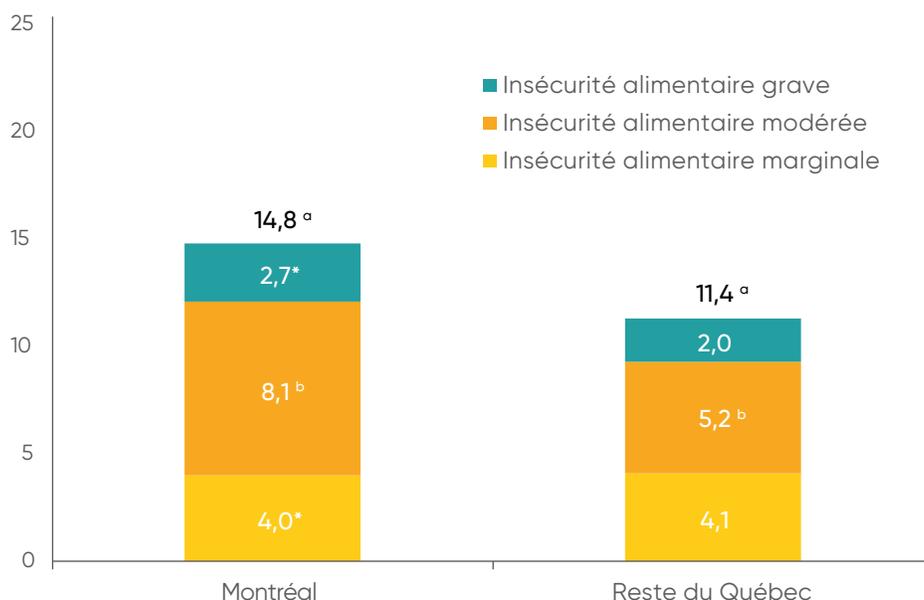
2. La collecte des données sur l'insécurité alimentaire dans l'ESCC est faite en 2017-2018, mais fait référence aux années 2016-2017.

ces populations. Ceci permettra d'identifier les pistes d'actions prioritaires pour réduire l'insécurité alimentaire de manière équitable à Montréal.

2.2. QUELLES SONT LA PRÉVALENCE ET LA RÉPARTITION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE À MONTRÉAL ?

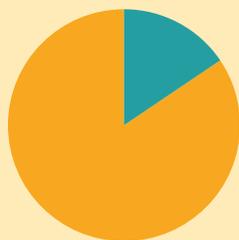
Comme pour le Québec, la prévalence de l'insécurité alimentaire à Montréal semble stable depuis les dernières années selon les données disponibles depuis 2008^{LV}. En 2020, l'insécurité alimentaire est plus présente à Montréal (14,8 % de la population touchée) que dans le reste du Québec (11,4 % de la population touchée). De plus, la sévérité de l'insécurité alimentaire est plus importante puisque davantage de personnes vivent dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire modérée et sévère à Montréal que dans le reste du Québec. La différence entre la prévalence de l'insécurité alimentaire à Montréal et dans le reste du Québec est statistiquement significative.

Graphique 1. Proportion (%) de personnes vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire à Montréal et dans le reste du Québec en 2020



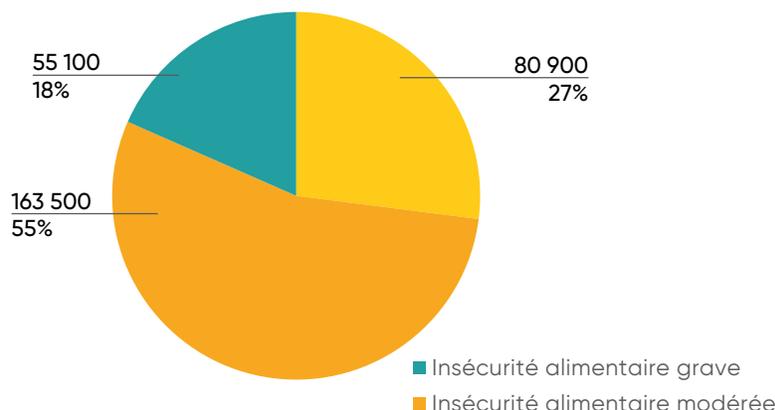
a...z : Pour une variable donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions des catégories de cette variable au seuil de 0,05.

*Coefficient de variation compris entre 15% et 25%, interpréter avec prudence.



À Montréal, ce sont près de 300 000 personnes qui vivaient dans des ménages en insécurité alimentaire en 2020, soit près de 15 % de la population.

Graphique 2. Répartition des personnes vivant dans des ménages en insécurité alimentaire selon le niveau de sévérité de l'insécurité alimentaire, Montréal en 2020



Les données issues de l'ESCC disponibles ci-dessous permettent de comparer Montréal avec d'autres grandes villes canadiennes en ce qui a trait à la prévalence de l'insécurité alimentaire. Selon ces données, la seule ville qui affiche une proportion statistiquement différente de Montréal est Québec.

Population en situation d'insécurité alimentaire* selon les principales Régions sociosanitaires(RSS) du Canada, 2017-2018

	Nombre	%	Intervalle de confiance
Halifax	54 000	13,9	11,7 - 16,1
Québec (QC)	49 900	7,8	6,2 - 9,6
Montréal	242 300	13,9	12,2 - 15,6
Ottawa	99 800	11,7	9,3 - 14,0
Toronto	389 000	15,2	13,0 - 17,4
Winnipeg	98 000	15,0	12,9 - 17,1
Saskatoon	47 600	15,3	12,3 - 18,7
Calgary	176 600	12,6	11,0 - 14,1
Edmonton	163 700	13,7	12,0 - 15,5
Vancouver	74 800	12,3	9,8 - 14,8

*Insécurité alimentaire grave, modérée ou marginale

Source : Compilation spéciale à partir du FMGD de l'ESCC 2017-2018, Statistique Canada

2.3. QUELS SONT LES FACTEURS DE RISQUE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ?

La section suivante permet d'identifier, selon les données disponibles, les populations qui ont le plus grand risque de vivre de l'insécurité alimentaire à Montréal.

2.3.1. L'insécurité alimentaire selon le sexe

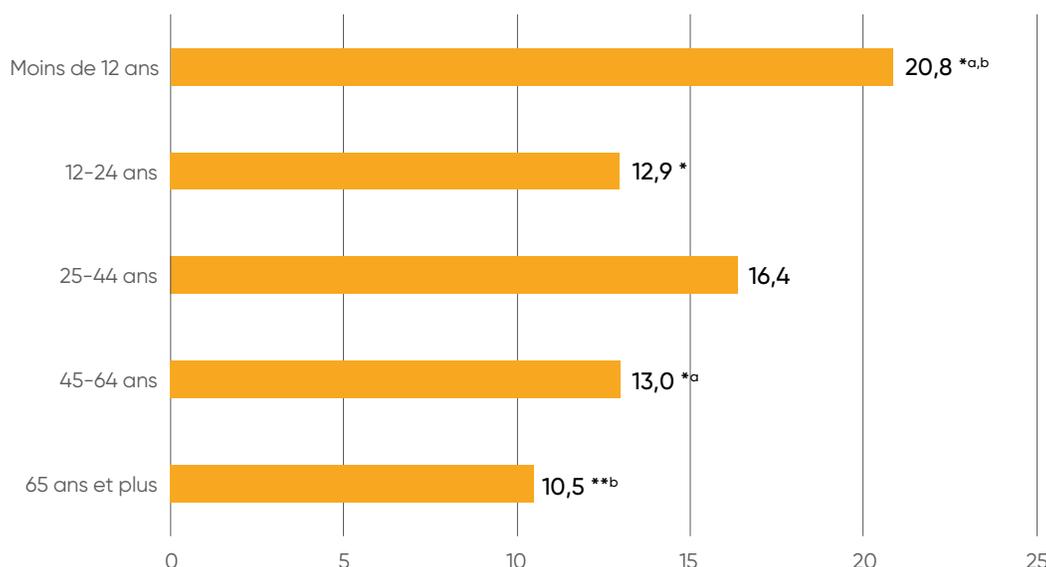
En 2020, le risque de vivre de l'insécurité alimentaire était plus important chez les femmes (15,3 %) que chez les hommes (14,2 %). Cependant, cette différence n'est pas statistiquement

significative. Toutefois, selon diverses analyses et études, l'insécurité alimentaire est générée. Une analyse canadienne des inégalités sociales de santé liées à l'insécurité alimentaire démontre que les femmes sont plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire que les hommes^{LVl}. Selon cette analyse, les personnes s'identifiant comme étant bisexuelles sont presque trois fois plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire que les personnes s'identifiant comme étant hétérosexuelles^{LVII}. Les données collectées ne permettent pas de connaître le risque de vivre de l'insécurité alimentaire chez les personnes d'autres identités de genre; cependant, une étude états-unienne démontre que les personnes trans³ sont deux à trois fois plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire que les personnes cisgenres^{LVIII}.

2.3.2. L'insécurité alimentaire selon l'âge

En 2020, les enfants âgés de moins de 12 ans étaient plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire que les personnes âgées de 45 à 64 ans et de 65 ans et plus. La différence dans le risque de vivre de l'insécurité alimentaire entre les différents groupes d'âge est seulement statistiquement significative lorsqu'on compare les jeunes de moins de 12 ans avec les personnes de 45 à 64 ans et 65 ans et plus. Il n'a pas été possible, dans le cadre de ce portrait, de déterminer si la réalité des jeunes de 12 à 18 ans est différente de celle des jeunes de 18 à 24 ans.

Graphique 3. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le groupe d'âge, à Montréal, en 2020



a...z: Pour une variable donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions des catégories de cette variable au seuil de 0,05.

*Coefficient de variation compris entre 15% et 25%, interpréter avec prudence.

**Coefficient de variation compris entre 25% et 33%, fourni à titre indicatif.

Parmi les tranches d'âge considérées, les jeunes âgés de moins de 12 ans forment le groupe le plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire. Ceci fait écho au risque d'insécurité alimentaire plus important chez les ménages de cinq personnes et plus. L'insécurité alimentaire a des conséquences importantes sur la



Un enfant de moins de 12 ans sur cinq vit dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire à Montréal.

3. Dans l'étude, le terme trans+ fait référence aux personnes transgenres, aux personnes queers, aux personnes s'identifiant comme non binaires et aux autres personnes qui ne s'identifient pas comme étant cisgenres.

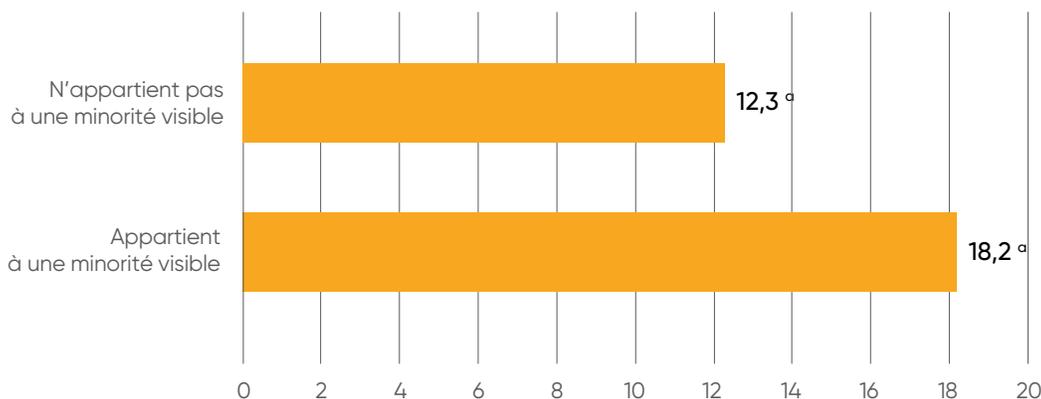
santé physique^{LIX}, la santé mentale^{LX}, le développement^{LXI}, le comportement^{LXII} et la réussite scolaire des enfants et des jeunes^{LXIII}. Ces impacts creusent les inégalités sociales de santé entre les enfants et les jeunes vivant en situation de sécurité alimentaire et ceux vivant en situation d'insécurité alimentaire.

Le risque plus faible de vivre de l'insécurité alimentaire chez les personnes de 65 ans et plus pourrait être lié à une meilleure stabilité de revenu assurée par la pension de la Sécurité de vieillesse. Notons cependant qu'entre 2018 et 2020, le risque de vivre de l'insécurité alimentaire est en augmentation chez les personnes âgées de 65 ans et plus (7,6 % en 2018 contre 10,5 % en 2020, différence statistiquement non significative). De plus, les personnes âgées vivent plusieurs difficultés qui peuvent influencer ce qu'elles mangent : diminution de la mobilité, solitude, manque d'énergie pour la préparation des repas, présence de certaines conditions médicales, etc. Les conséquences de l'insécurité alimentaire sur la santé des personnes âgées sont sévères. L'insécurité alimentaire est liée à la dénutrition^{LXIV} qui contribue à la perte d'autonomie, à la diminution de la fonction cognitive, au risque d'hospitalisation, etc.^{LXV}

2.3.3. L'insécurité alimentaire selon l'appartenance ethnoculturelle et le parcours migratoire

Les personnes qui rapportent une appartenance à une minorité visible sont plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire que les personnes qui ne rapportent pas d'appartenance à une minorité visible. Ce sont 18,2% des personnes appartenant à une minorité visible et 12,3% des personnes n'appartenant pas à une minorité visible qui vivent dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire. La différence entre ces deux groupes est statistiquement significative.

Graphique 4. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon l'appartenance à une minorité visible, à Montréal, en 2020

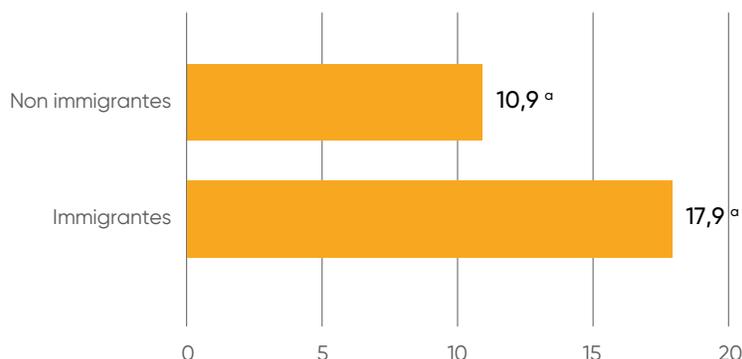


a...z: Pour une variable donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions des catégories de cette variable au seuil de 0,05.



Ce sont près de deux personnes sur 10 appartenant à une minorité visible qui vivent dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire.

Graphique 5. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le statut migratoire, à Montréal, en 2020



a...z: Pour une variable donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions des catégories de cette variable au seuil de 0,05.



Les personnes immigrantes sont plus à risque de vivre dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire que les personnes non immigrantes.

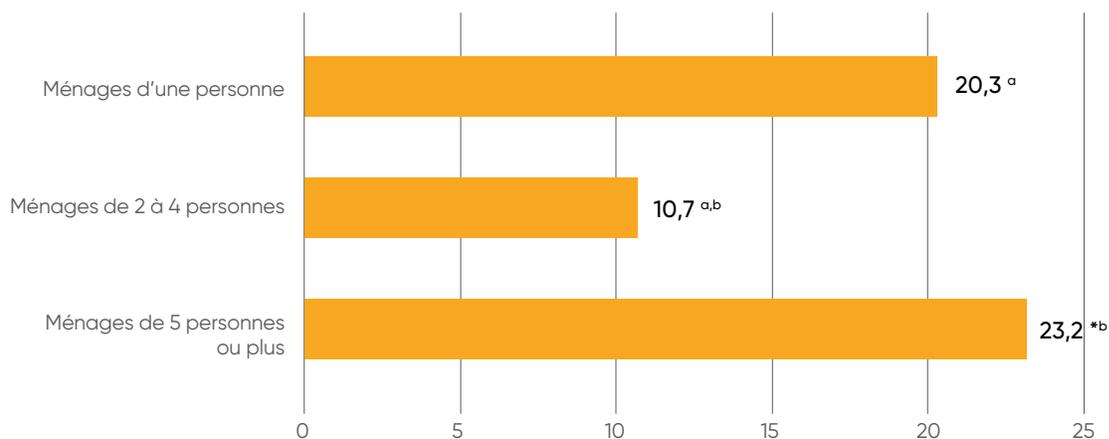
L'insécurité alimentaire est racisée. La discrimination à laquelle font face certaines populations mène à un risque accru d'insécurité alimentaire^{LXVI}. En effet, au Canada, les personnes Autochtones et les personnes noires sont près de deux fois plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire même en contrôlant plusieurs facteurs économiques. Ainsi, les répercussions de la discrimination vont au-delà des impacts économiques^{LXVII}. Il est difficile d'observer les différences entre les différents groupes ethnoculturels à l'échelle de Montréal à cause de l'imprécision des données.

2.3.4. L'insécurité alimentaire selon le type et la taille du ménage

Les couples sans enfants sont généralement moins à risque d'insécurité alimentaire que les autres types de ménage (même si la différence est seulement statistiquement significative lorsqu'on les compare aux personnes seules). En 2020, à Montréal, 8,1% des personnes en couple sans enfants vivent dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire, comparativement à 20,3% des personnes seules (données non présentées, voir tableau en [annexe](#)). Il est difficile d'estimer précisément la proportion de personnes dans des familles monoparentales qui vivent dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire à Montréal étant donné la petite taille de l'échantillon. Toutefois, en 2019, au Québec, les personnes seules et les familles monoparentales ayant une femme à la tête étaient plus à risque de vivre avec un faible revenu^{LXVIII}.

À Montréal, les personnes qui vivent dans un ménage d'une personne ou un ménage nombreux (de cinq personnes ou plus) sont environ deux fois plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire que les personnes vivant dans un ménage de deux à quatre personnes. Les ménages comptant plus de personnes pourraient être confrontés à des dépenses plus importantes pour nourrir les membres du ménage, ce qui expliquerait leur risque d'insécurité alimentaire plus élevé.

Graphique 6. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon la taille du ménage, à Montréal, en 2020



a...z: Pour une variable donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions des catégories de cette variable au seuil de 0,05.

*Coefficient de variation compris entre 15% et 25%, interpréter avec prudence.

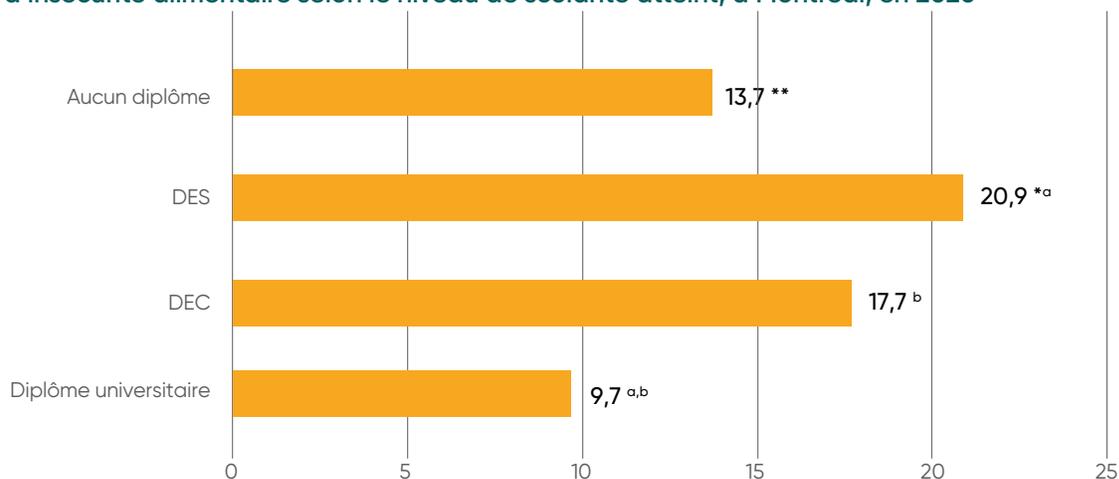


À Montréal, environ une personne sur cinq qui vit seule ou qui vit dans un ménage de plus de cinq personnes se retrouve dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.

2.3.5. L'insécurité alimentaire selon le niveau de scolarisation et le revenu

Chez les personnes de 25 ans et plus, les personnes qui ont un diplôme universitaire sont moins à risque de vivre de l'insécurité alimentaire que les personnes qui ont un diplôme d'études secondaires (DES) ou collégiales (DEC). Il est étonnant de voir que les personnes n'ayant aucun diplôme sont moins à risque que les personnes avec un DES et/ou un DEC. Cependant, la différence entre les personnes sans diplôme et les personnes avec un DES ou un DEC n'est pas significative et les données analysées ne permettent pas de connaître le type d'emploi et le revenu de ces personnes

Graphique 7. Proportion (%) de personnes de 25 ans et plus dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le niveau de scolarité atteint, à Montréal, en 2020



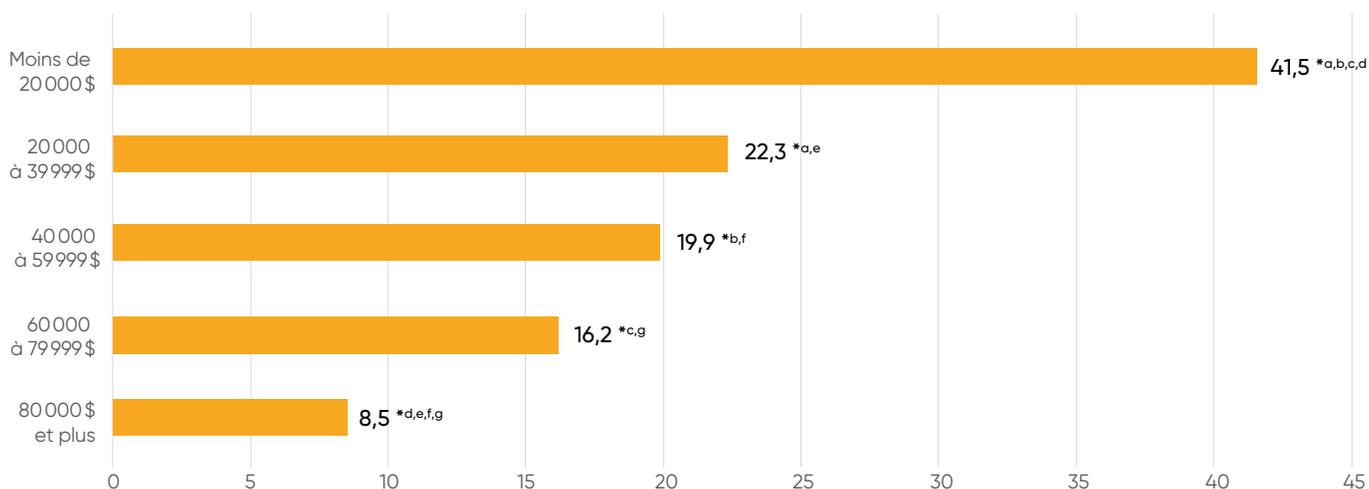
a...z: Pour une variable donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions des catégories de cette variable au seuil de 0,05.

*Coefficient de variation compris entre 15% et 25%, interpréter avec prudence.

**Coefficient de variation compris entre 25% et 33%, fourni à titre indicatif.

On peut voir un lien important entre le revenu et le risque de vivre de l'insécurité alimentaire : plus le revenu est faible, plus le risque de vivre de l'insécurité alimentaire est élevé. Les personnes qui vivent dans un ménage ayant un revenu de moins de 20 000 \$ par année sont près de cinq fois plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire que celles qui vivent dans un ménage ayant un revenu de 80 000 \$ et plus par année.

Graphique 8. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le revenu du ménage, à Montréal, en 2020



a...z : Pour une variable donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions des catégories de cette variable au seuil de 0,05.

*Coefficient de variation compris entre 15 % et 25 %, interpréter avec prudence.



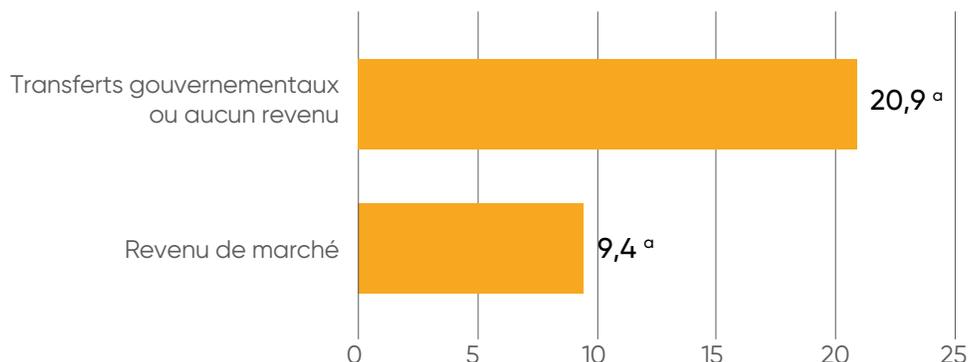
Deux personnes sur cinq qui vivent dans un ménage ayant un revenu de moins de 20 000 \$ par année sont dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire. C'est moins d'une personne sur 10 vivant dans un ménage avec un revenu de plus de 80 000 \$ par année qui est dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.

Les personnes dont le revenu provient de transferts gouvernementaux⁴ et les personnes sans revenu sont environ deux fois plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire que les personnes qui ont un revenu du marché⁵.

4. Les transferts gouvernementaux correspondent, entre autres, à l'assistance sociale, à l'assurance-emploi, à la pension de la Sécurité de la vieillesse, aux transferts gouvernementaux effectués pendant la pandémie de COVID-19 et aux prestations pour enfants; les revenus du marché correspondent aux salaires et traitements, aux revenus d'un travail autonome, aux revenus de placements, aux pensions de retraite privées et aux autres revenus. Statistique Canada, « Enquête canadienne sur le revenu – 2021 (ECR) ».

5. Les revenus du marché correspondent, entre autres, aux revenus d'emploi, aux revenus de placements et aux revenus de pensions privées. Statistique Canada, « Enquête canadienne sur le revenu – 2021 (ECR) ».

Graphique 9. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon la source de revenus principale, à Montréal, en 2020



Les données montrent que les transferts gouvernementaux actuels sont insuffisants pour permettre aux personnes dont le revenu en dépend de répondre à au moins un de leurs besoins de base, soit celui de se nourrir adéquatement. Elles indiquent également que près d'une personne sur 10 qui travaille (ou qui a une autre forme de revenu du marché) a des revenus insuffisants pour se nourrir adéquatement.



Deux personnes sur 10 sans revenu ou dont le revenu provient de transferts gouvernementaux vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.

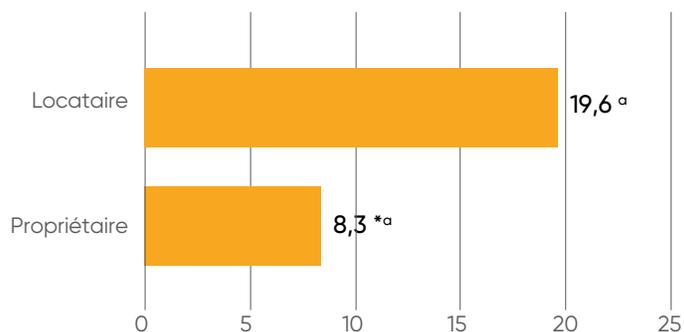


Une personne sur 10 qui a un revenu du marché vit dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.

2.3.6. L'insécurité alimentaire selon le niveau de scolarisation et le logement

Les locataires montréalais sont deux fois plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire que les propriétaires montréalais.

Graphique 10. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le mode d'occupation du logement, à Montréal, en 2020



a...z : Pour une variable donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions des catégories de cette variable au seuil de 0,05.

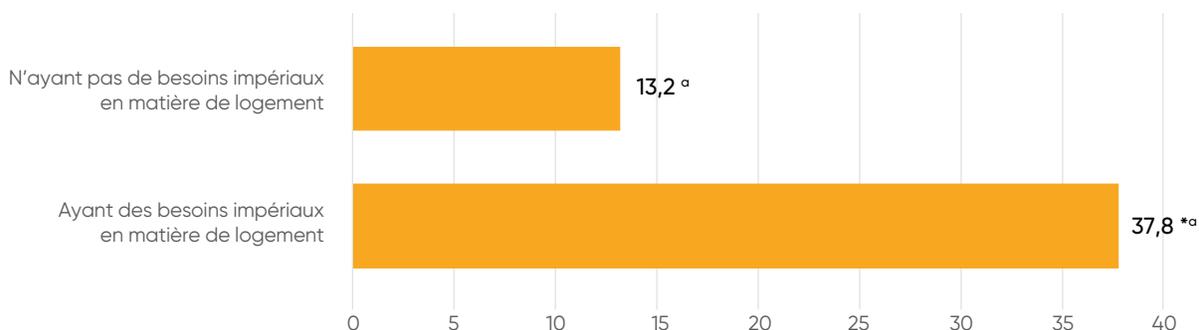
*Coefficient de variation compris entre 15% et 25%, interpréter avec prudence.



Près d'un locataire sur cinq vit dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire à Montréal.

De plus, les personnes qui ont des besoins impérieux en matière de logement⁶ sont près de trois fois plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire que les personnes qui n'ont pas de besoins impérieux en matière de logement.

Graphique 11. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon les besoins impérieux en matière de logement, à Montréal, en 2020



a...z: Pour une variable donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions des catégories de cette variable au seuil de 0,05.

*Coefficient de variation compris entre 15% et 25%, interpréter avec prudence.



Plus de trois personnes sur 10 qui ont des besoins impérieux en matière de logement vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.

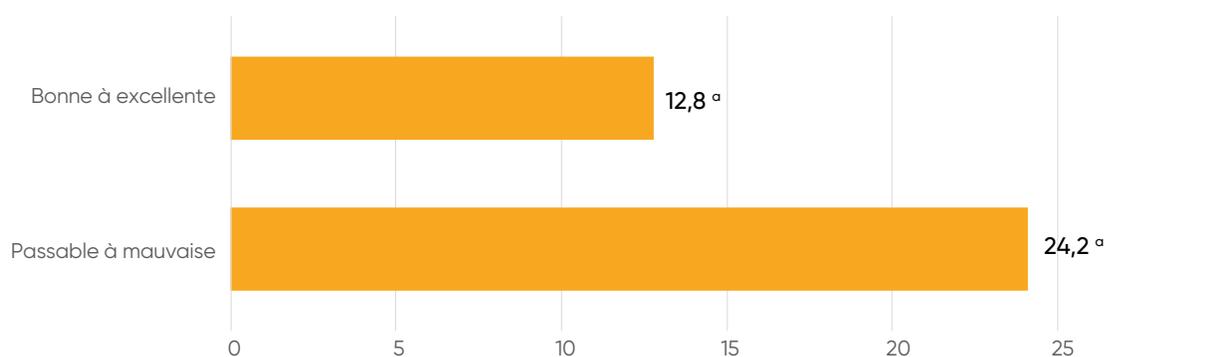
Le coût du logement, étant la plus grande dépense des ménages et étant fortement influencé par les forces du marché, pourrait avoir un impact sur le budget disponible pour l'achat d'autres biens et services essentiels comme les aliments^{LXIX}. Ainsi, les locataires qui vivent avec un faible revenu et qui sont confrontés à des coûts de logements importants sont plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire. De plus, les personnes qui ont des besoins impérieux en matière de logement sont davantage à risque de vivre de l'insécurité alimentaire^{LXX}. En plus de l'insécurité alimentaire, ces personnes sont donc confrontées à plusieurs problématiques qui ont un impact sur leur santé telles que l'instabilité résidentielle et l'insalubrité du logement.

2.3.7. L'insécurité alimentaire selon l'état de santé, la présence d'incapacités et la mobilité

Les données suivantes viennent de l'ESCC. Elles sont utilisées ici puisqu'elles offrent plus de détails que l'ECR en ce qui concerne les liens entre la santé et l'insécurité alimentaire. Les personnes montréalaises qui perçoivent leur santé physique ou mentale comme passable à mauvaise sont environ deux fois plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire que les personnes qui perçoivent leur santé physique ou mentale comme bonne à excellente.

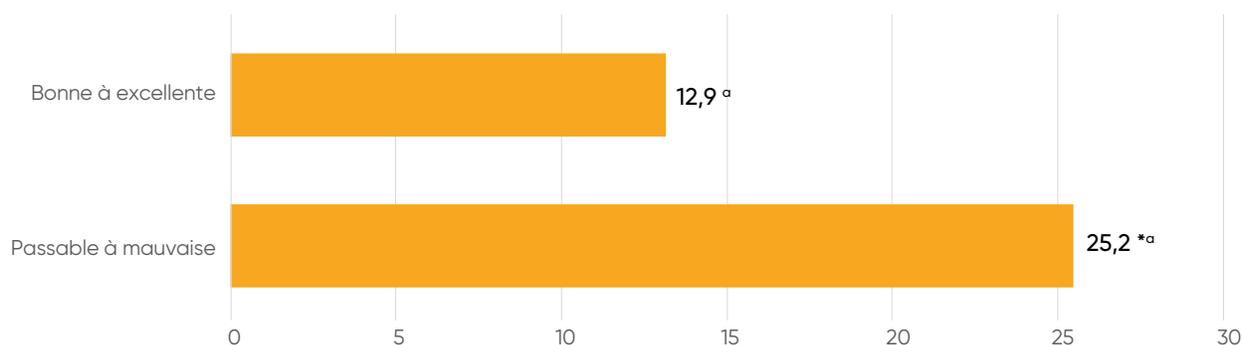
6. Un ménage ayant des besoins impérieux en matière de logement est un ménage dont le logement est considéré comme inadéquat, inabordable ou d'une taille non convenable, et dont le niveau de revenu est insuffisant pour lui permettre de payer les frais de logement d'un logement approprié et adéquat dans sa communauté.

Graphique 12. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon la santé physique perçue, à Montréal, en 2017-2018



a...z: Pour une variable donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions des catégories de cette variable au seuil de 0,05.

Graphique 13. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon la santé mentale perçue, à Montréal, en 2017-2018



a...z: Pour une variable donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions des catégories de cette variable au seuil de 0,05.

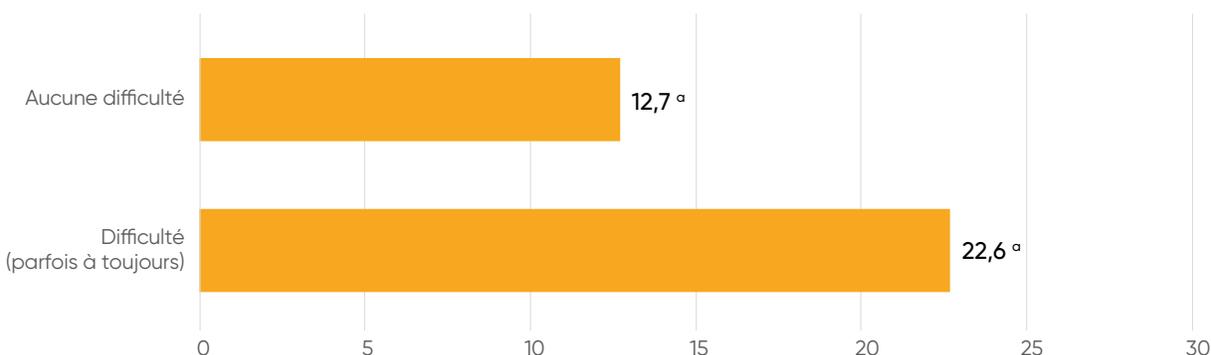
*Coefficient de variation compris entre 15% et 25%, interpréter avec prudence.

La difficulté à marcher ou à monter des escaliers et la difficulté à faire ses commissions et son épicerie sont associées à un risque plus important de vivre de l'insécurité alimentaire.



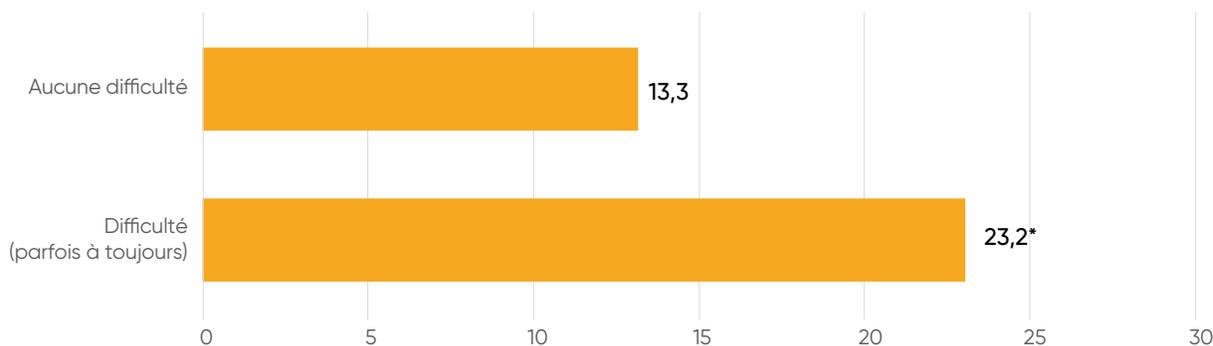
Environ une personne sur quatre qui perçoit sa santé physique ou mentale comme passable à mauvaise vit dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.

Graphique 14. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon la difficulté à marcher ou à monter des escaliers, à Montréal, en 2017-2018



a...z : Pour une variable donnée, le même exposant exprime une différence significative entre les proportions des catégories de cette variable au seuil de 0,05.

Graphique 15. Proportion (%) de personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon la difficulté à faire des commissions ou l'épicerie, à Montréal, en 2017-2018



*Coefficient de variation compris entre 15% et 25%, interpréter avec prudence.



Plus de deux personnes sur 10 qui ont de la difficulté à marcher ou à monter les escaliers, ou à faire leurs commissions ou leur épicerie vivent dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire.

L'insécurité alimentaire et la santé mentale et physique sont fortement liées : les personnes qui rapportent une mauvaise santé physique et/ou mentale sont plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire et vice-versa^{LXXI}. Ceci s'explique par les impacts de l'insécurité alimentaire sur la santé (voir dans la section 1.3) et par les impacts d'une moins bonne santé sur le pouvoir de répondre à ses besoins alimentaires^{LXXII}. Ceci suggère que l'accès aux soins et services de santé peut avoir une incidence sur l'insécurité alimentaire.

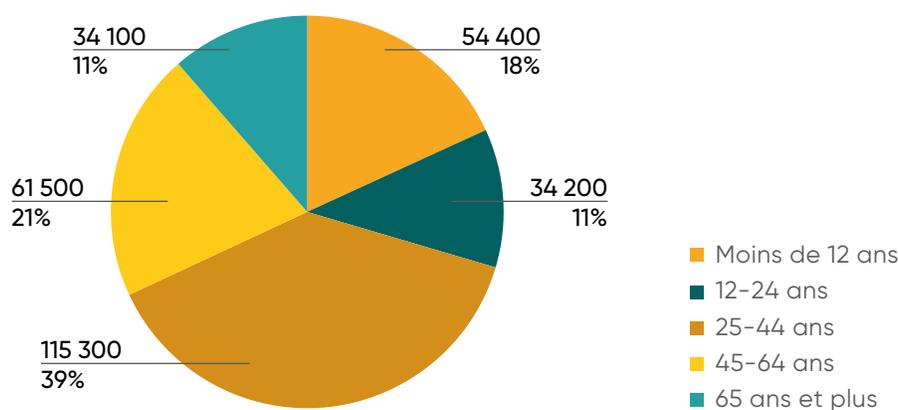
Des études démontrent que les personnes qui vivent avec des problèmes de santé chroniques et des incapacités sont plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire, car elles sont confrontées à des revenus moins élevés et à des dépenses plus importantes liées à leurs incapacités (dépenses de santé, dépenses ménagères, etc.). Leur accès à une saine alimentation est davantage réduit par des barrières physiques (systèmes de transport inadéquat, logements inadaptés, etc.) et sociales (discrimination)^{LXXIII}.

3/ À quoi ressemble la population montréalaise vivant de l'insécurité alimentaire ?

La section suivante permet d'identifier, selon les données disponibles de l'Enquête canadienne sur le revenu (ECR), les populations qui sont les plus nombreuses à vivre de l'insécurité alimentaire à Montréal. Certaines populations, malgré un risque plus ou moins important, occupent une part plus grande de la population montréalaise entière. Ainsi, elles sont plus nombreuses à vivre de l'insécurité alimentaire à Montréal. En d'autres mots, la section suivante permet de regarder spécifiquement les caractéristiques des populations vivant de l'insécurité alimentaire par rapport aux caractéristiques de la population montréalaise.

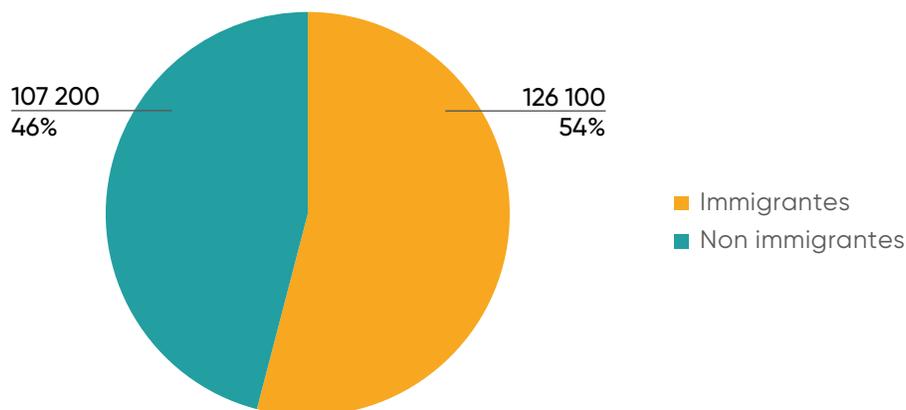
Les personnes âgées de 25 à 44 ans sont les plus nombreuses à vivre de l'insécurité alimentaire à Montréal, même si elles ne font pas partie des groupes d'âge plus à risque.

Graphique 16. Répartition des personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le groupe d'âge, à Montréal, en 2020.

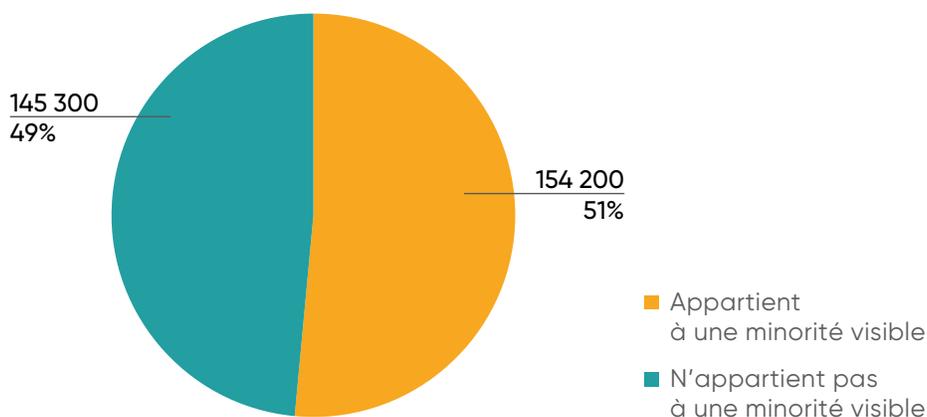


Les personnes immigrantes et les personnes s'identifiant comme appartenant à une minorité visible sont plus nombreuses que les personnes non immigrantes et que les personnes ne s'identifiant pas comme appartenant à une minorité visible à vivre de l'insécurité alimentaire. Ces personnes sont surreprésentées dans la problématique. Les personnes immigrantes, par exemple, représentent 33,4 % de toute la population montréalaise^{LXXIV}, mais 54 % de la population montréalaise en situation d'insécurité alimentaire.

Graphique 17. Répartition des personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le statut d'immigrants, à Montréal, en 2020

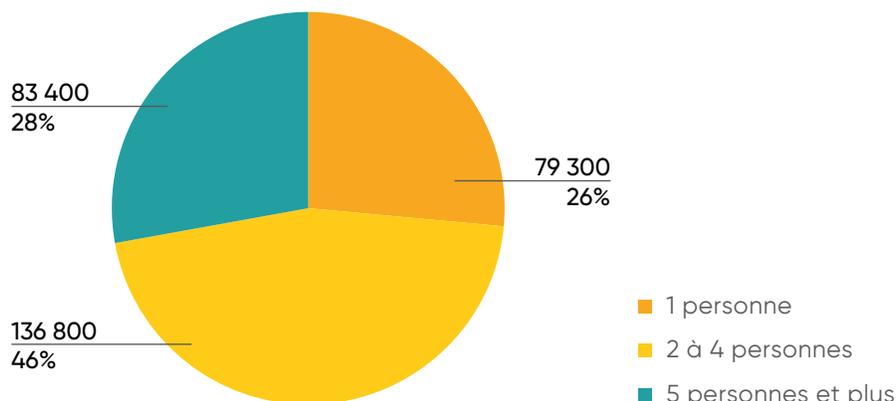


Graphique 18. Répartition des personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon l'appartenance à une minorité visible, à Montréal, en 2020



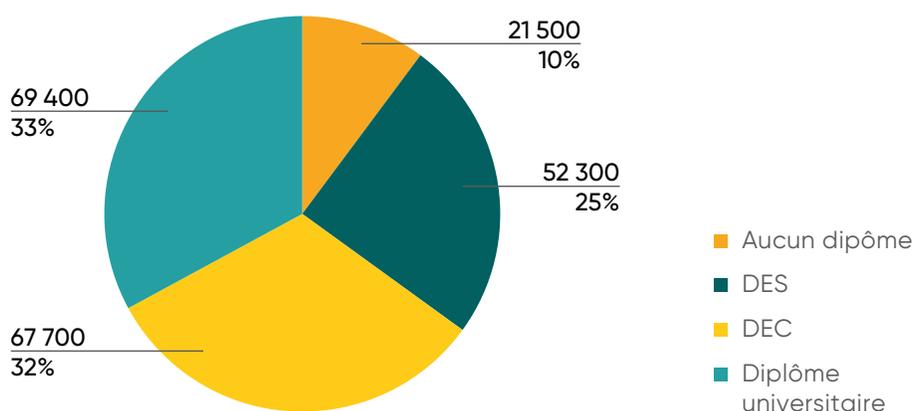
Malgré le fait que les personnes seules et les personnes qui vivent dans des ménages de cinq personnes ou plus sont plus à risque de vivre de l'insécurité alimentaire, près de la moitié (48 %) des personnes en situation d'insécurité alimentaire vivent dans des ménages de deux à quatre personnes, car ce type de ménage est plus fréquent à Montréal.

Graphique 19. Répartition des personnes dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire selon la taille du ménage, à Montréal, en 2020



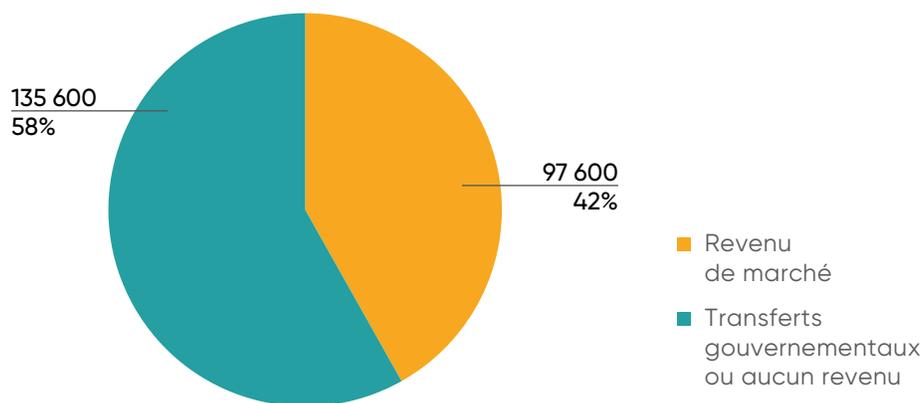
À Montréal, même si détenir un diplôme universitaire est un facteur de protection face à l'insécurité alimentaire, plusieurs personnes qui ont un diplôme universitaire vivent de l'insécurité alimentaire. Une tendance similaire est observée dans l'étude *Parcours*, qui suit 1 001 nouveaux utilisateurs et utilisatrices du dépannage alimentaire dans quatre régions. Selon cette étude, à Montréal, comparativement aux trois autres régions étudiées, plus de personnes qui vivent en situation d'insécurité alimentaire ont fait des études universitaires^{LXXV}. Ceci pourrait être lié à la proportion plus importante de personnes détenant un diplôme universitaire à Montréal^{LXXVI} ainsi qu'à la proportion plus importante de personnes immigrantes à Montréal, de même qu'aux barrières auxquelles ces personnes font face pour faire reconnaître les diplômes acquis à l'étranger et accéder à des emplois de qualité^{LXXVII}.

Graphique 20. Répartition des personnes de 25 ans et plus dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le niveau de scolarité, à Montréal, en 2020



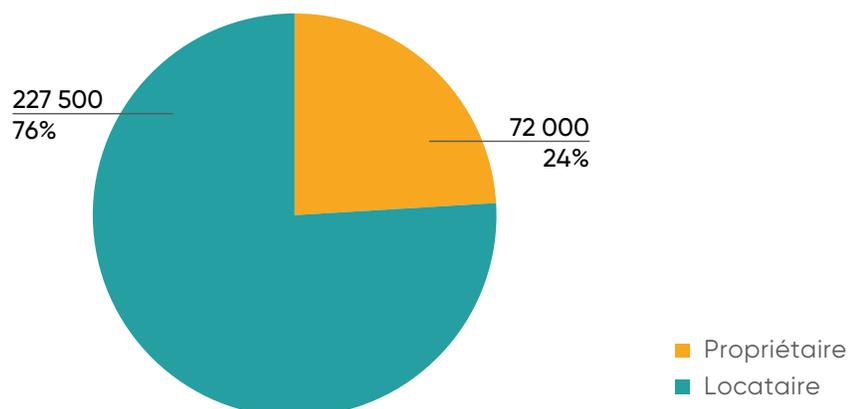
En termes de nombre, plus de personnes ayant un revenu provenant de transferts gouvernementaux ou aucun revenu que de personnes qui ont un revenu du marché vivent de l'insécurité alimentaire.

Graphique 21. Répartition des personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon la source de revenus, à Montréal, en 2020



La majorité des personnes qui vivent de l'insécurité alimentaire sont des locataires (76 %). À Montréal, environ 63 % des ménages sont locataires^{LXXVIII}. Ainsi, les personnes locataires sont surreprésentées parmi les personnes qui vivent de l'insécurité alimentaire.

Graphique 22. Répartition des personnes dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire selon le mode d'occupation du logement, à Montréal, en 2020



4/ L'insécurité alimentaire : comment la réduire ?

Le portrait présenté met en lumière que l'insécurité alimentaire est liée à certaines caractéristiques, soit l'âge, l'appartenance ethnoculturelle et le parcours migratoire. Elle est également fortement liée aux caractéristiques suivantes : le fait de vivre avec des incapacités, la taille du ménage, le revenu du ménage, la source de revenus du ménage, le mode d'occupation du logement (locataire ou propriétaire) et la présence de besoins impérieux en matière de logement.

La réduction de l'insécurité alimentaire nécessite l'amélioration des revenus des personnes, tout en portant une attention particulière aux personnes qui ont un accès inéquitable aux emplois, aux logements, aux aliments, aux services de santé, etc., à cause de la discrimination systémique qu'elles vivent (Premiers Peuples, femmes, personnes qui rapportent une appartenance à une minorité sexuelle et/ou de genre, personnes vivant avec des incapacités, personnes issues de l'immigration, personnes racisées, etc.). De manière générale, une attention doit également être portée aux ménages avec enfants, aux personnes vivant seules et aux ménages de cinq personnes ou plus.

L'amélioration des revenus des personnes doit également être combinée à d'autres mesures pour réduire l'insécurité alimentaire. Cela nécessite le renforcement des programmes existants qui augmentent, de manière équitable, l'accès à différents services essentiels pour la santé.

Dans ce contexte, il est nécessaire :

- d'améliorer les revenus des personnes vivant en situation de pauvreté et de réduire les écarts de richesse entre les personnes;
- de renforcer les programmes existants qui augmentent, de manière équitable, l'accès à différents services essentiels pour la santé, notamment :
 - les transports collectifs,
 - les logements abordables et de qualité,
 - les services de garde éducatifs à l'enfance de qualité,
 - les services de santé et services sociaux;
- de lutter contre la discrimination et pour l'inclusion sociale;
- de soutenir l'implantation d'un programme d'alimentation scolaire universel;
- de soutenir le développement d'un système alimentaire juste (sain, équitable et durable), qui soit accessible physiquement, socialement et économiquement pour tous les groupes de la population.

Différentes organisations proposent des pistes d'actions pour lutter contre la pauvreté et/ou l'insécurité alimentaire, dont les Directions régionales de santé publique, dans le mémoire sur le Plan d'action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Une liste de références est fournie à cet égard dans l'[annexe 2](#).



Conclusion

Comme démontré dans ce portrait, en 2020, c'était près de 300 000 Montréalaises et Montréalais qui vivaient dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire. L'insécurité alimentaire est un enjeu de santé publique ayant des impacts importants sur la santé de la population, en plus d'être un symptôme clair de la pauvreté et des inégalités sociales de santé. Ainsi, la DRSP de Montréal continuera de surveiller l'insécurité alimentaire ainsi que de promouvoir et soutenir des interventions qui permettront de réduire l'insécurité alimentaire de manière durable, tout en y collaborant.

Références

- I. Agence de la santé publique du Canada, « Lutte contre la stigmatisation: vers un système de santé plus inclusif. Rapport de l'administratrice en chef de la santé publique sur l'état de la santé publique au Canada 2019. » (Gouvernement du Canada, 2019), <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/organisation/publications/rapports-etat-sante-publique-canada-administrateur-chef-sante-publique/lutte-contre-stigmatisation-vers-systeme-sante-plus-inclusif.html>.
- II. Comité de la sécurité alimentaire mondiale, « Cadre stratégique mondial pour la sécurité alimentaire et la nutrition » (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2021), <https://www.fao.org/documents/card/en/c/84ef1e8a-2cc4-4794-9489-5344460c9e71>.
- III. Groupe d'experts de haut niveau (HLPE), « Sécurité alimentaire et nutrition: énoncé d'une vision globale à l'horizon 2030. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale » (Rome: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2020), <https://www.fao.org/3/ca9731en/ca9731en.pdf>.
- IV. Groupe d'experts de haut niveau (HLPE).
- V. Gouvernement du Canada, « Module d'enquête sur la sécurité alimentaire des ménages (MESAM) », Gouvernement du Canada, 25 juillet 2012, <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/aliments-nutrition/surveillance-aliments-nutrition/sondages-sante-nutrition/enquete-sante-collectivites-canadiennes-escc/insecurite-alimentaire-menages-canada-survol/module-enquete-securite-alimentaire-menages-mesam-surveillance-aliments-nutrition-sante-canada.html>.
- VI. L. McIntyre et L. Anderson, « Food insecurity », in *Social determinants of health: Canadian perspectives*, éd. par Dennis Raphael, Third edition (Toronto: Canadian Scholars' Press Inc, 2016), 294-320.
- VII. Valerie Tarasuk, Tim Li, et Andrée-Anne Fafard St-Germain, « Household food insecurity in Canada, 2021 » (Toronto: Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF), 2022), <https://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2022/08/Household-Food-Insecurity-in-Canada-2021-PROOF.pdf>.
- VIII. L. McIntyre et K. Rondeau, « Food insecurity », in *Social determinants of health: Canadian perspectives*, éd. par Dennis Raphael, Third edition (Toronto: Canadian Scholars' Press Inc, 2009).
- IX. Céline Plante et al., « Insécurité alimentaire en temps de pandémie de la COVID-19 et inégalités en alimentation au Québec », *Nutrition Science en évolution* 18, n° 3 (2021): 9-15, <https://doi.org/10.7202/1076355ar>.
- X. Raluca Ionescu-Iltu, M. Maria Glymour, et Jay S. Kaufman, « A difference-in-differences approach to estimate the effect of income-supplementation on food insecurity », *Preventive Medicine* 70 (1^{er} janvier 2015): 108-16, <https://doi.org/10.1016/j.ypmed.2014.11.017>; Lynn McIntyre et al., « Reduction of Food Insecurity among Low-Income Canadian Seniors as a Likely Impact of a Guaranteed Annual Income », *Canadian Public Policy* 42, n° 3 (1^{er} septembre 2016): 274-86, <https://doi.org/10.3138/cpp.2015-069>.
- XI. Aaron Reeves, Rachel Loopstra, et Valerie Tarasuk, « Family policy and food insecurity: an observational analysis in 142 countries », *The Lancet Planetary Health* 5, n° 8 (1^{er} août 2021): e506-13, [https://doi.org/10.1016/S2542-5196\(21\)00151-0](https://doi.org/10.1016/S2542-5196(21)00151-0); Aaron Reeves, Rachel Loopstra, et Valerie Tarasuk, « Wage-Setting Policies, Employment, and Food Insecurity: A Multilevel Analysis of 492078 People in 139 Countries », *American Journal of Public Health* 111, n° 4 (1^{er} avril 2021): 718-25, <https://doi.org/10.2105/AJPH.2020.306096>.
- XII. Sharon Kirkpatrick et Valerie Tarasuk, « Housing Circumstances are Associated with Household Food Access among Low-Income Urban Families », *Journal of urban health : bulletin of the New York Academy of Medicine* 88 (1^{er} février 2011): 284-96, <https://doi.org/10.1007/s11524-010-9535-4>.
- XIII. Urshila Sriram et Valerie Tarasuk, « Economic Predictors of Household Food Insecurity in Canadian Metropolitan Areas », *Journal of Hunger & Environmental Nutrition* 11, n° 1 (2 janvier 2016): 1-13, <https://doi.org/10.1080/19320248.2015.1045670>.
- XIV. Stéphane Crespo, « Un aperçu de la composition des dépenses des ménages » (Institut de la statistique du Québec (ISQ), juillet 2018), <https://statistique.quebec.ca/fr/document/un-aperçu-de-la-composition-des-dépenses-des-ménages>.
- XV. Craig Gundersen et al., « Food assistance programs and food insecurity: implications for Canada in light of the mixing problem », *Empirical Economics* 52, n° 3 (1^{er} mai 2017): 1065-87, <https://doi.org/10.1007/s00181-016-1191-4>; Matthew Little et al., « Promoting Healthy Food Access and Nutrition in Primary Care: A Systematic Scoping Review of Food Prescription Programs », *American Journal of Health Promotion* 36, n° 3 (1^{er} mars 2022): 518-36, <https://doi.org/10.1177/08901171211056584>.
- XVI. Federico Roncarolo, Sherri Bisset, et Louise Potvin, « Short-Term Effects of Traditional and Alternative Community Interventions to Address Food Insecurity », éd. par Nikolaos Georgantzis, *PLOS ONE* 11, n° 3 (14 mars 2016): e0150250, <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0150250>; Rachel Loopstra et Valerie Tarasuk, « Perspectives on Community Gardens, Community Kitchens and the Good Food Box Program in a Community-based Sample of Low-income Families », *Canadian Journal of Public Health* 104, n° 1 (1^{er} janvier 2013): e55-59, <https://doi.org/10.1007/BF03405655>; Kennedy Norris et al., « A Systematic Literature Review of Nutrition Interventions Implemented to Address Food Insecurity as a Social Determinant of Health », *Nutrients* 15, n° 15 (2023), <https://doi.org/10.3390/nu15153464>.
- XVII. Éliane Brisebois et René Audet, « Portrait des systèmes alimentaires alternatifs au Québec : enjeux, organisation et défis » (Chaire de recherche UQAM sur la transition écologique, 2018), <https://chairetransition.esg.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/48/2018/09/Portrait-des-systemes-alimentaires-alternatifs-au-Quebec-enjeux-organisation-et-defis.pdf>.

- XVIII. René Audet, Sylvain Lefèvre, et Mahdiah El-Jed, « La mise en marché alternative de l'alimentation à Montréal et la transition socio-écologique du système agroalimentaire » (Université du Québec à Montréal (UQAM), juin 2015), <https://ose.esg.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/65/RapportMMAA2015.compressed.pdf>.
- XIX. Federico Roncarolo et al., « Traditional and Alternative Community Food Security Interventions in Montréal, Québec: Different Practices, Different People », *Journal of Community Health* 40, n° 2 (1^{er} avril 2015): 199-207, <https://doi.org/10.1007/s10900-014-9917-8>.
- XX. Claire E Bach et Nathan McClintock, « Reclaiming the city one plot at a time? DIY garden projects, radical democracy, and the politics of spatial appropriation », *Environment and Planning C: Politics and Space* 39, n° 5 (1^{er} août 2021): 859-78, <https://doi.org/10.1177/2399654420974023>; Myreille Hébert, « Acheter des fruits et légumes locaux sur mon chemin : Analyse de la fréquentation et des premiers effets du Marché solidaire Cadillac » (Montréal, Université de Montréal, 2019), https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/24478/Hebert_Myreille_2019_memoire.pdf?sequence=2&isAllowed=y; Sharon I. Kirkpatrick et Valerie Tarasuk, « Food Insecurity and Participation in Community Food Programs among Low-income Toronto Families », *Canadian Journal of Public Health* 100, n° 2 (1^{er} mars 2009): 135-39, <https://doi.org/10.1007/BF03405523>; Loopstra et Tarasuk, « Perspectives on Community Gardens, Community Kitchens and the Good Food Box Program in a Community-based Sample of Low-income Families ».
- XXI. Loopstra et Tarasuk, « Perspectives on Community Gardens, Community Kitchens and the Good Food Box Program in a Community-based Sample of Low-income Families »; Roncarolo, Bisset, et Potvin, « Short-Term Effects of Traditional and Alternative Community Interventions to Address Food Insecurity ».
- XXII. Pierre Paul Audate et al., « Scoping review of the impacts of urban agriculture on the determinants of health », *BMC Public Health* 19, n° 1 (31 mai 2019): 672, <https://doi.org/10.1186/s12889-019-6885-z>; Carrie Draper et Darcy Freedman, « Review and Analysis of the Benefits, Purposes, and Motivations Associated with Community Gardening in the United States », *Journal of Community Practice* 18, n° 4 (1^{er} décembre 2010): 458-92, <https://doi.org/10.1080/10705422.2010.519682>; Rachel Engler-Stringer et Shawna Berenbaum, « Exploring Food Security With Collective Kitchens Participants in Three Canadian Cities », *Qualitative Health Research* 17, n° 1 (1^{er} janvier 2007): 75-84, <https://doi.org/10.1177/1049732306296451>; Lissy Goralnik et al., « Growing Community: Factors of Inclusion for Refugee and Immigrant Urban Gardeners », *Land* 12, n° 1 (2023), <https://doi.org/10.3390/land12010068>; Hébert, « Acheter des fruits et légumes locaux sur mon chemin : Analyse de la fréquentation et des premiers effets du Marché solidaire Cadillac »; Marina Iacovou et al., « Social Health and Nutrition Impacts of Community Kitchens: A Systematic Review », *Public Health Nutrition* 16, n° 3 (mars 2013): 535-43, <https://doi.org/10.1017/S1368980012002753>; Christiana Miewald, David Holben, et Peter Hall, « Role of a Food Box Program: In Fruit and Vegetable Consumption and Food Security », *Canadian Journal of Dietetic Practice and Research* 73, n° 2 (juillet 2012): 59-65, <https://doi.org/10.3148/73.2.2012.59>.
- XXIII. Draper et Freedman, « Review and Analysis of the Benefits, Purposes, and Motivations Associated with Community Gardening in the United States »; Engler-Stringer et Berenbaum, « Exploring Food Security With Collective Kitchens Participants in Three Canadian Cities »; Goralnik et al., « Growing Community: Factors of Inclusion for Refugee and Immigrant Urban Gardeners »; Iacovou et al., « Social Health and Nutrition Impacts of Community Kitchens »; Rositsa T. Ilieva et al., « The Socio-Cultural Benefits of Urban Agriculture: A Review of the Literature », *Land* 11, n° 5 (2022), <https://doi.org/10.3390/land11050622>; Valerie Tarasuk et Randi Reynolds, « A Qualitative Study of Community Kitchens as a Response to Income-Related Food Insecurity », *Canadian Journal of Dietetic Practice and Research: A Publication of Dietitians of Canada = Revue Canadienne De La Pratique Et De La Recherche En Dietetique: Une Publication Des Dietetistes Du Canada* 60, n° 1 (1999): 11-16.
- XXIV. Anne Huisken Sarah K. Orr et Valerie Tarasuk, « Adults' food skills and use of gardens are not associated with household food insecurity in Canada », *Canadian Journal of Public Health* 107, n° 6 (2017): 526-32.
- XXV. Anne Huisken et Tarasuk.
- XXVI. Andrée-Anne Fafard St-Germain et Valerie Tarasuk, « Prioritization of the essentials in the spending patterns of Canadian households experiencing food insecurity », *Public Health Nutrition* 21, n° 11 (2018): 2065-78, <https://doi.org/10.1017/S1368980018000472>.
- XXVII. Marlus H Q Pereira et al., « Food insecurity and nutritional status among older adults: a systematic review », *Nutrition Reviews* 80, n° 4 (1^{er} avril 2022): 631-44, <https://doi.org/10.1093/nutrit/nuab044>; James Ziliak, Craig Gundersen, et Margaret Haist, « The Causes, Consequences, and Future of Senior Hunger in America », 1^{er} avril 2008.
- XXVIII. Clara Y. Park et Heather A. Eicher-Miller, « Iron Deficiency Is Associated with Food Insecurity in Pregnant Females in the United States: National Health and Nutrition Examination Survey 1999-2010 », *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics* 114, n° 12 (1^{er} décembre 2014): 1967-73, <https://doi.org/10.1016/j.jand.2014.04.025>.
- XXIX. Erin L Faught et al., « The association between food insecurity and academic achievement in Canadian school-aged children », *Public Health Nutrition* 20, n° 15 (2017): 2778-85, <https://doi.org/10.1017/S1368980017001562>.
- XXX. Hilary K. Seligman, Barbara A. Larcia, et Margot B. Kushel, « Food Insecurity Is Associated with Chronic Disease among Low-Income NHANES Participants », *The Journal of Nutrition* 140, n° 2 (1^{er} février 2010): 304-10, <https://doi.org/10.3945/jn.109.112573>.
- XXXI. Vanessa Muirhead et al., « Oral health disparities and food insecurity in working poor Canadians », *Community Dentistry and Oral Epidemiology* 37, n° 4 (1^{er} août 2009): 294-304, <https://doi.org/10.1111/j.1600-0528.2009.00479.x>.
- XXXII. Jane Y. Polsky et Heather Gilmour, « Food Insecurity and Mental Health during the COVID-19 Pandemic », éd. par Statistics Canada, 2020, <https://doi.org/10.25318/82-003-X202001200001-ENG>.
- XXXIII. Ali Pourmotabbed et al., « Food insecurity and mental health: a systematic review and meta-analysis », *Public Health Nutrition* 23, n° 10 (2020): 1778-90, <https://doi.org/10.1017/S136898001900435X>.

- XXXIV. Lynn McIntyre *et al.*, « Depression and suicide ideation in late adolescence and early adulthood are an outcome of child hunger », *Journal of Affective Disorders* 150, n° 1 (15 août 2013): 123-29, <https://doi.org/10.1016/j.jad.2012.11.029>.
- XXXV. Anil Kapur *et al.*, « Challenges of Diabetes Self-Management in Adults Affected by Food Insecurity in a Large Urban Centre of Ontario, Canada », *International Journal of Endocrinology* 2015 (20 octobre 2015): 903468, <https://doi.org/10.1155/2015/903468>.
- XXXVI. Aranka Anema *et al.*, « Food insecurity and HIV/AIDS: Current knowledge, gaps, and research priorities », *Current HIV/AIDS Reports* 6, n° 4 (1^{er} novembre 2009): 224-31, <https://doi.org/10.1007/s11904-009-0030-z>.
- XXXVII. Valerie Tarasuk *et al.*, « Association between household food insecurity and annual health care costs », *Canadian Medical Association Journal* 187, n° 14 (6 octobre 2015): E429, <https://doi.org/10.1503/cmaj.150234>.
- XXXVIII. Vicky Springman, « L'insécurité alimentaire à Montréal. Résultats de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) 2015-2016 » (Direction régionale de santé publique de Montréal, octobre 2020), https://ccsmtlpro.ca/sites/mtlpro/files/media/document/DRSP_SaineAliment_ObservateurInsecuriteAlimentaire.pdf.
- XXXIX. Graham Riches et Valerie Tarasuk, « Canada: Thirty Years of Food Charity and Public Policy Neglect », in *First World Hunger Revisited: Food Charity or the Right to Food?*, éd. par Graham Riches et Tiina Silvasti (London: Palgrave Macmillan UK, 2014), 42-56, https://doi.org/10.1057/9781137298737_4.
- XL. Alison Smith, « La pauvreté au Québec » (Mouvement pour mettre fin à l'itinérance à Montréal, 2015), <https://www.mmfm.ca/wp-content/uploads/2016/12/A.Smith-pauvrete-QC-2016.pdf>.
- XLI. Jean-Guy Côté et Sonny Scarfone, « Sortir de la pauvreté au Québec - Analyse de la pauvreté, des inégalités et de la mobilité sociale » (Institut du Québec, 2019), <https://institutduquebec.ca/sortir-le-quebec-de-la-pauvrete/#::~:~:text=La%20pauvrete%C3%A9%20n'est%20pas,la%20classe%20moyenne%20ou%20sup%C3%A9rieure.>
- XLII. Pierre Fortin, « Lutte à la pauvreté: pourquoi miser sur le filet de sécurité? », Observatoire des tout-petits, 6 décembre 2022, <https://tout-petits.org/actualites/2022/chronique-lutte-a-la-pauvrete-pourquoi-miser-sur-le-filet-de-securite/>.
- XLIII. Gouvernement du Canada, « Vers des services de garde à 10 \$ par jour », Gouvernement du Canada, 6 décembre 2022, <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/campagne/garde-enfants.html>.
- XLIV. Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec (FTQ), « COVID-19 – Prestation canadienne d'urgence (PCU) », FTQ, 17 avril 2020, <https://ftq.qc.ca/covid-19-prestation-canadienne-durgence-pcu/>.
- XLV. Leanne Idzerda *et al.*, « What Is Known about the Prevalence of Household Food Insecurity in Canada during the COVID-19 Pandemic: A Systematic Review », *Health Promotion and Chronic Disease Prevention in Canada* 42, n° 5 (mars 2022): 177-87, <https://doi.org/10.24095/hpcdp.42.5.01>.
- XLVI. Brenda Cardoso *et al.*, « Causal Impacts of Epidemics and Pandemics on Food Supply Chains: A Systematic Review », *Sustainability* 13 (31 août 2021): 9799, <https://doi.org/10.3390/su13179799>; FAO, « 2.1 Indicateurs de la sécurité alimentaire: dernières données en date et progrès vers l'élimination de la faim et la sécurité alimentaire », L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2022, 2022, <https://doi.org/10.4060/cc0639fr>.
- XLVII. Dispensaire diététique de Montréal, « Rapport sur la mise à jour et le coût du Panier à provisions nutritif et économique », 2022, https://www.dispensaire.ca/wp-content/uploads/PPNE_RapportSynthese_final.pdf.
- XLVIII. Moisson Montréal, « Bilan-faim 2022 » (Moisson Montréal, 2022), <https://www.moissonmontreal.org/document/bilan-faim-2022/>.
- XLIX. Statistique Canada, « Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes - Composante annuelle (ESCC) »; Statistique Canada, « Enquête canadienne sur le revenu – 2021 (ECR)
- L. Gouvernement du Canada, « Insécurité alimentaire des ménages au Canada : Survol », Gouvernement du Canada, 18 février 2020, <https://www.canada.ca/fr/sante-canada/services/aliments-nutrition/surveillance-aliments-nutrition/sondages-sante-nutrition/enquete-sante-collectivites-canadiennes-escc/insecurite-alimentaire-menages-canada-survol.html>.
- LI. Nathalie Caron et Jacob Plunkett-Latimer, « Enquête canadienne sur le revenu : insécurité alimentaire et besoins insatisfaits en matière de soins de santé, 2018 et 2019 », Statistiques Canada, 7 janvier 2022, <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/75f0002m/75f0002m2021009-fra.htm>.
- LII. Valerie Tarasuk, Andrée-Anne Fafard St-Germain, et Timmie Li, « Surveillance de l'insécurité alimentaire des ménages au Canada : l'heure du bilan », *Promotion de la santé et prévention des maladies chroniques au Canada* 42, n° 10 (octobre 2022): 501-6, <https://doi.org/10.24095/hpcdp.42.10.04f>.
- LIII. Tarasuk, Fafard St-Germain, et Li.
- LIV. PROOF, « New data on household food insecurity in 2022 », PROOF FOOD INSECURITY POLICY RESEARCH, 2 mai 2023, <https://proof.utoronto.ca/2023/new-data-on-household-food-insecurity-in-2022/>.
- LV. Springman, « L'insécurité alimentaire à Montréal. Résultats de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) 2015-2016 ».
- LVI. Agence de la santé publique du Canada (ASPC), « Les principales inégalités en santé au Canada: un portrait national » (Ottawa, mai 2018)..
- LVII. Agence de la santé publique du Canada (ASPC).

- LVIII. Isaac Sohn Leslie, Jessica Carson, et Analena Bruce, « LGBTQ+ food insufficiency in New England », *Agriculture and Human Values*, 9 décembre 2022, <https://doi.org/10.1007/s10460-022-10403-5>.
- LIX. Craig Gundersen et Brent Kreider, « Bounding the effects of food insecurity on children's health outcomes », *Journal of Health Economics* 28, n° 5 (1^{er} septembre 2009): 971-83, <https://doi.org/10.1016/j.jhealeco.2009.06.012>.
- LX. McIntyre et al., « Depression and suicide ideation in late adolescence and early adulthood are an outcome of child hunger »; Maria Melchior et al., « Food Insecurity and Children's Mental Health: A Prospective Birth Cohort Study », *PLOS ONE* 7, n° 12 (26 décembre 2012): e52615, <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0052615>.
- LXI. Klébya Hellen Dantas de Oliveira et al., « Household food insecurity and early childhood development: Systematic review and meta-analysis », *Maternal & Child Nutrition* 16, n° 3 (1^{er} juillet 2020): e12967, <https://doi.org/10.1111/mcn.12967>; Danielle Gallegos et al., « Food Insecurity and Child Development: A State-of-the-Art Review », *International Journal of Environmental Research and Public Health* 18, n° 17 (2021), <https://doi.org/10.3390/ijerph18178990>.
- LXII. Robert C. Whitaker, Shannon M. Phillips, et Sean M. Orzol, « Food Insecurity and the Risks of Depression and Anxiety in Mothers and Behavior Problems in their Preschool-Aged Children », *Pediatrics* 118, n° 3 (1^{er} septembre 2006): e859-68, <https://doi.org/10.1542/peds.2006-0239>.
- LXIII. Faught et al., « The association between food insecurity and academic achievement in Canadian school-aged children ».
- LXIV. Pereira et al., « Food insecurity and nutritional status among older adults: a systematic review ».
- LXV. Martine Lafleur et Nancy Presse, « Prise de position de la Société québécoise de gériatrie sur le diagnostique, l'investigation, la prise en charge et le dépistage de la malnutrition chez la personne âgée » (Société québécoise de gériatrie, septembre 2017), https://www.sqgeriatrie.org/dl2.php?file=2017-09_le_diagnostic_l39investigation_la_prise_en_charge_et_le_depistag.pdf&startdl=1.
- LXVI. Agence de la santé publique du Canada, « Lutte contre la stigmatisation: vers un système de santé plus inclusif. Rapport de l'administratrice en chef de la santé publique sur l'état de la santé publique au Canada 2019. »
- LXVII. Valerie Tarasuk, « Household food insecurity in Canada in 2021 » (PowerPoint, En ligne, 29 septembre 2022).
- LXVIII. Marie Mélanie Fontaine, « Revenu et faible revenu au Québec en 2019 : les plus récentes données et les tendances depuis 25 ans » (Québec, Québec.: Institut de la statistique du Québec (ISQ), février 2022), <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/revenu-faible-revenu-quebec-2019-donnees-tendances-depuis-25-ans.pdf>.
- LXIX. Stéphane Crespo, « Un aperçu de la composition des dépenses des ménages » (Institut de la statistique du Québec (ISQ), juillet 2018), <https://statistique.quebec.ca/fr/document/un-aperçu-de-la-composition-des-dépenses-des-ménages>.
- LXX. Sharon Kirkpatrick et Valerie Tarasuk, « Housing Circumstances are Associated with Household Food Access among Low-Income Urban Families », *Journal of urban health : bulletin of the New York Academy of Medicine* 88 (1^{er} février 2011): 284-96, <https://doi.org/10.1007/s11524-010-9535-4>.
- LXXI. Lisa Blundell et Maria Mathews, « Examining the relationship between food security and perceived health among Memorial University students », *Canadian Food Studies / La Revue canadienne des études sur l'alimentation* 8, n° 3 (30 octobre 2021), <https://doi.org/10.15353/cfs-rcea.v8i3.414>; Geneviève Jessiman-Perreault et Lynn McIntyre, « The Household Food Insecurity Gradient and Potential Reductions in Adverse Population Mental Health Outcomes in Canadian Adults », *SSM - Population Health* 3 (décembre 2017): 464-72, <https://doi.org/10.1016/j.ssmph.2017.05.013>; Cindy W. Leung et al., « Food insecurity is associated with multiple chronic conditions and physical health status among older US adults », *Preventive Medicine Reports* 20 (1^{er} décembre 2020): 101211, <https://doi.org/10.1016/j.pmedr.2020.101211>; Merryn Maynard et al., « Food Insecurity and Mental Health among Females in High-Income Countries », *International Journal of Environmental Research and Public Health* 15, n° 7 (6 juillet 2018): 1424, <https://doi.org/10.3390/ijerph15071424>; Olayemi M. Olabiyi et Lynn McIntyre, « Determinants of food insecurity in higher-income households in Canada », *Journal of Hunger and Environmental Nutrition* 9, n° 4 (2014): 433-48; Jane Y. Polsky et Heather Gilmour, « Food Insecurity and Mental Health during the COVID-19 Pandemic », éd. par Statistics Canada, 2020, <https://doi.org/10.25318/82-003-X202001200001-ENG>; Ali Pourmotabbed et al., « Food insecurity and mental health: a systematic review and meta-analysis », *Public Health Nutrition* 23, n° 10 (2020): 1778-90, <https://doi.org/10.1017/S136898001900435X>; Janice E. Stuff et al., « Household Food Insecurity Is Associated with Adult Health Status », *The Journal of Nutrition* 134, n° 9 (1^{er} septembre 2004): 2330-35, <https://doi.org/10.1093/jn/134.9.2330>.
- LXXII. Valerie Tarasuk et al., « Chronic Physical and Mental Health Conditions among Adults May Increase Vulnerability to Household Food Insecurity », *The Journal of Nutrition* 143, n° 11 (novembre 2013): 1785-93, <https://doi.org/10.3945/jn.113.178483>.
- LXXIII. Naomi Schwartz, Ron Buliung, et Kathi Wilson, « Disability and food access and insecurity: A scoping review of the literature », *Health & Place* 57 (1^{er} mai 2019): 107-21, <https://doi.org/10.1016/j.healthplace.2019.03.011>; Naomi Schwartz, Ron Buliung, et Kathi Wilson, « Experiences of food access among disabled adults in Toronto, Canada », *Disability & Society* 38, n° 4 (21 avril 2023): 610-34, <https://doi.org/10.1080/09687599.2021.1949265>; Tarasuk et al., « Chronic Physical and Mental Health Conditions among Adults May Increase Vulnerability to Household Food Insecurity ».
- LXXIV. Statistique Canada, « Série « Perspective géographique », Recensement de la population de 2021 », Statistique Canada, 16 décembre 2022, <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/as-sa/fogs-spg/Page.cfm?lang=F&stoc-pic=9&dguid=2021A00052466023>.

LXXV. Jacinthe Loiselle, Federico Roncarlo, et équipe Parcours, « Portrait de 1001 nouveaux utilisateurs du don alimentaire. Résultats du premier temps de l'étude Parcours, demander de l'aide, et après? » (Montréal: Chaire de recherche du Canada Approche communautaires et inégalités de santé et Centre de recherche en santé publique, 2022), https://chairecacis.org/fichiers/publications/feuillelet_transversal-t0.pdf.

LXXVI. Christine Lessard, « Les titulaires d'un grade universitaire au Québec : ce qu'en disent les données du Recensement de 2016 » (Québec: Institut de la statistique du Québec (ISQ), 2020), <https://statistique.quebec.ca/fr/fichier/les-titulaires-dun-grade-universitaire-au-quebec-ce-quen-disent-les-donnees-du-recensement-de-2016.pdf>.

LXXVII. Brahim Bourdabat et Marie Connolly, « Point de vue. L'immigration et le marché du travail au Québec : entre les besoins de court terme et une vraie intégration en emploi. », in *Le Québec économique 10: Compétences et transformation du marché du travail*, éd. par Geneviève Dufour (Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, 2022), <https://doi.org/10.54932/AOBZ9489>.

LXXVIII. Statistique Canada, « Profil du recensement, Recensement de la population de 2021. Tableau de profil », Statistique Canada, 1^{er} février 2023, <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/details/page.cfm?Lang=F&SearchText=Montreal&GENDERlist=1,2,3&STATISTIClist=1,4&DGUIDlist=2021A00052466023&HEADERlist=20>.

ANNEXES

ANNEXE 1 – DONNÉES

Proportion et nombre de personnes vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire, région administrative de Montréal et reste du Québec, 2018 à 2020

	Montréal				Reste du Québec		
	Année	%	IC à 95%	Nb	%	IC à 95%	Nb
Population totale							
	2018	16,6	13,3-19,8	344 400	12,1	10,5-13,7	753 900
	2019	11,0*	7,4-14,7	217 100	10,2	8,5-11,9	653 900
	2020	14,8	12,0-17,6	299 500	11,4	9,7-13,0	726 300
Selon le type d'insécurité alimentaire							
Marginal	2018	4,2	2,9-6,1	87 800	4,5	3,7-5,5	281 000
Modéré		8,9*	6,6-12,0	185 300	5,8	4,8-7,0	361 800
Grave		3,4*	2,2-5,3	71 300	1,8	1,3-2,4	111 200
Marginal	2019	3,4**	1,9-6,2	67 700	3,6	2,9-4,5	232 500
Modéré		5,6*	3,6-8,8	110 900	4,6	3,6-5,9	296 100
Grave		2,0**	1,0-3,7	38 600	2,0	1,3-2,9	125 200
Marginal	2020	4,0*	2,7-5,8	80 900	4,1	3,5-4,9	264 800
Modéré		8,1	6,1-10,5	163 500	5,2	4,2-6,5	332 500
Grave		2,7*	1,7-4,3	55 100	2,0	1,5-2,7	129 000

* Coefficient de variation compris entre 15% et 25%, interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation compris entre 25% et 33%, fourni à titre indicatif.

Source: Statistique Canada, *Enquête canadienne sur le revenu (2018 à 2020)*, fichiers maîtres. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Proportion et nombre de personnes vivant dans des ménages en situation d'insécurité alimentaire, région administrative de Montréal, 2018 à 2020

	Montréal			
	Année	%	IC à 95%	Nb
Selon le sexe				
Homme	2018	17,6	13,7-21,4	178 900
	2019	10,4*	6,4-14,4	103 400
	2020	14,2	11,2-17,2	144 600
Femmes	2018	15,6	12,2-19,1	165 400
	2019	11,7*	7,7-15,6	113 700
	2020	15,3	11,9-18,8	154 900

* Coefficient de variation compris entre 15% et 25%.

Montréal				
	Année	%	IC à 95%	Nb
Selon l'âge				
Moins de 12 ans	2018	21,1*	13,5-28,7	50 800
	2019	15,2**	6,0-24,3	36 400
	2020	20,8*	14,2-27,4	54 400
12-24 ans	2018	19,0*	11,1-26,9	56 300
	2019	F		
	2020	12,9*	6,9-19,0	34 200
25-44 ans	2018	18,5	13,5-23,5	122 800
	2019	13,0*	7,5-18,5	83 300
	2020	16,4	12,3-20,4	115 300
45-64 ans	2018	16,4*	11,3-21,5	89 300
	2019	12,8*	7,4-18,2	60 000
	2020	13,0*	9,1-16,9	61 500
65 ans et plus	2018	7,6**	3,5-11,6	25 100
	2019	F		
	2020	10,5**	5,1-15,9	34 100

Montréal				
	Année	%	IC à 95%	Nb
Selon le type de ménage				
Personne seule	2018	18,8	14,7-22,9	70 600
	2019	13,2*	7,4-19,0	43 900
	2020	20,3	15,4-25,3	79 300
Couples sans enfant	2018	6,7**	2,4-11,0	23 800
	2019	F		
	2020	8,1**	3,4-12,7	28 300
Couples avec enfants	2018	18,6*	11,5-25,8	111 900
	2019	F		
	2020	15,7*	9,5-22,0	98 300
Familles monoparentales	2018	29,4**	13,9-44,8	18 300
	2019	F		
	2020	F		
Autre type de ménages ⁷	2018	17,5*	11,7-23,4	119 800
	2019	13,7*	7,1-20,2	71 300
	2020	14,0*	8,2-19,9	80 300

* Coefficient de variation compris entre 15% et 25%, interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation compris entre 25% et 33%, fourni à titre indicatif.

F: Donnée peu fiable, ne peut être diffusée.

7. Note: autre type de ménages comprend les ménages formés des autres types de familles (ex.: familles incluant d'autres personnes apparentées, ou familles dont les enfants sont tous âgés de 18 ans ou plus, etc.), les ménages de deux familles ou plus et les ménages de deux personnes non apparentées ou plus.

Montréal				
	Année	%	IC à 95%	Nb
Selon la taille du ménage				
Ménage d'une personne	2018	18,8	14,7-22,9	70 600
	2019	13,2*	7,4-19,0	43 900
	2020	20,3	15,4-25,3	79 300
Ménage de 2 à 4 personnes	2018	17,1	13,0-21,2	241 600
	2019	11,6*	6,8-16,5	144 800
	2020	10,7	8,0-13,4	136 800
Ménage de 5 personnes et plus	2018	F		
	2019	F		
	2020	23,2*	13,1-33,3	83 400

Montréal				
	Année	%	IC à 95%	Nb
Selon le niveau de scolarité des 25 ans et plus				
Aucun diplôme	2018	21,5*	12,3-30,8	34 900
	2019	F		
	2020	13,7**	6,1-21,2	21 500
DES	2018	18,8*	12,4-25,2	50 700
	2019	8,3**	4,0-12,6	18 500
	2020	20,9*	13,7-28,1	52 300
DEC	2018	17,3*	11,5-23,0	64 600
	2019	13,1*	6,9-19,3	45 500
	2020	17,7	13,1-22,4	67 700
Diplôme universitaire	2018	11,9*	8,3-15,4	87 100
	2019	10,1*	5,3-14,9	71 400
	2020	9,7	6,9-12,5	69 400

Montréal				
	Année	%	IC à 95%	Nb
Selon le type de logement				
Propriétaire	2018	5,9*	3,2-8,6	56 800
	2019	F		
	2020	8,3*	4,6-11,9	72 000
Locataire	2018	25,7	20,4-31,1	287 600
	2019	18,7*	12,9-24,5	189 600
	2020	19,6	15,6-23,7	227 500

* Coefficient de variation compris entre 15% et 25%, interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation compris entre 25% et 33%, fourni à titre indicatif.

F : Donnée peu fiable, ne peut être diffusée.

Montréal				
	Année	%	IC à 95%	Nb
Selon les besoins impérieux en matière de logement (disponible seulement pour l'année 2020)				
Ayant des besoins impérieux	2020	37,8*	25,1-50,6	41 000
N'ayant pas des besoins impérieux	2020	13,2	10,5-16,0	250 000

Montréal				
	Année	%	IC à 95%	Nb
Selon la source de revenu				
Revenu de marché	2018	12,0	8,8-15,2	159 100
	2019	8,0*	4,7-11,4	96 000
	2020	9,4	7,0-11,8	97 600
Transferts gouvernementaux ou aucun revenu ⁸	2018	26,6	20,0-33,3	122 100
	2019	17,2*	10,2-24,2	76 700
	2020	20,9	16,7-25,2	135 600

Montréal				
	Année	%	IC à 95%	Nb
Selon la tranche de revenu après impôt du ménage				
< 20 000 \$	2018	38,2*	24,8-51,6	55 600
	2019	23,4**	9,5-37,3	37 700
	2020	41,5*	25,7-57,4	26 400
20 000 \$ à 39 999 \$	2018	32,1*	21,7-42,4	104 400
	2019	F		
	2020	22,3*	15,7-29,0	58 300
40 000 \$ à 59 999 \$	2018	27,1*	18,8-35,3	104 700
	2019	21,6**	8,8-34,4	77 800
	2020	19,9*	11,5-28,4	70 300
60 000 \$ à 79 999 \$	2018	11,8**	4,6-19,0	44 800
	2019	F		
	2020	16,2*	9,7-22,6	62 500
80 000 \$ ou plus	2018	F		
	2019	F		
	2020	8,5*	4,6-12,5	82 100

* Coefficient de variation compris entre 15% et 25%, interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation compris entre 25% et 33%, fourni à titre indicatif.

F: Donnée peu fiable, ne peut être diffusée.

8. Les transferts gouvernementaux correspondent, entre autres, à l'assistance sociale, à l'assurance emploi, à la pension de la Sécurité de la vieillesse, aux transferts gouvernementaux effectués pendant la pandémie de COVID-19 et aux prestations pour enfants; les revenus du marché correspondent aux salaires et traitements, aux revenus d'un travail autonome, aux revenus de placements, aux pensions de retraite privées et aux autres revenus. Il n'a pas été possible d'analyser la catégorie «Aucun revenu» seule puisqu'il n'y avait pas assez d'observations.

Montréal				
	Année	%	IC à 95%	Nb
Selon le statut de faible revenu selon la mesure du panier de consommation (MPC)⁹ de l'année de base 2018				
Pas à faible revenu	2018	11,6	8,6-14,6	202 800
	2019	8,8*	5,4-12,3	145 000
	2020	13,4	10,8-16,1	252 900
À faible revenu	2018	42,8	32,6-53,1	141 600
	2019	22,1*	12,1-32,0	72 100
	2020	32,5*	20,5-44,5	46 600

Montréal				
	Année	%	IC à 95%	Nb
Selon le statut de faible revenu selon la mesure de faible revenu (MFR)¹⁰ après impôt				
Pas à faible revenu	2018	11,6	8,6-14,6	205 500
	2019	9,5*	5,7-13,2	155 600
	2020	12,4	9,7-15,2	226 500
À faible revenu	2018	45,6	34,3-56,8	138 900
	2019	18,7*	10,5-26,9	61 500
	2020	35,0*	23,4-46,7	73 000

Montréal				
	Année	%	IC à 95%	Nb
Selon le statut de faible revenu selon le seuil de faible revenu (SFR)¹¹ après impôt				
Pas à faible revenu	2018	12,3	9,3-15,3	216 400
	2019	9,1*	5,7-12,5	151 200
	2020	13,4	10,8-16,0	251 000
À faible revenu	2018	39,6	29,6-49,7	128 000
	2019	21,5*	11,4-31,5	65 900
	2020	31,0*	19,5-42,4	48 500

* Coefficient de variation compris entre 15% et 25%, interpréter avec prudence.

9. La mesure du panier de consommation (MPC) correspond au revenu disponible à la consommation nécessaire pour se procurer un panier de biens et services qui permet de couvrir les besoins de base modeste suivants : se loger, se vêtir, se nourrir, se déplacer et autres (téléphone, meubles, etc.). Si le revenu est inférieur au coût du panier alors le ménage est considéré comme étant à faible revenu.

10. La mesure de faible revenu (MFR) est une mesure relative de la pauvreté qui sert à calculer un seuil de référence en dessous duquel une personne est considérée à faible revenu. Ce seuil correspond à 50 % du revenu médian après impôt du ménage, ajusté selon la taille et la composition du ménage. Deux seuils de revenu ont été établis : celui avant impôt et celui après impôt. La MFR donne une image plus globale de la situation économique des ménages.

11. Le seuil de faible revenu après impôt (SFR Apl) correspond aux limites du revenu sous lequel un ménage est susceptible de consacrer une part plus importante de son revenu que celui d'un ménage moyen à l'achat de nécessités comme la nourriture, le logement et l'habillement. Il peut aider à comprendre la proportion de la population vivant en dessous d'un seuil économique relatif.

Montréal				
	Année	%	IC à 95%	Nb
Selon le statut d'immigration				
Immigrants	2018	19,2	14,3-24,2	137 100
	2019	14,3*	8,7-19,8	93 200
	2020	17,9	13,8-22,0	126 100
Non-immigrants ¹²	2018	13,4	9,9-17,0	144 100
	2019	8,1*	4,5-11,6	79 500
	2020	10,9	7,9-13,9	107 200

Montréal				
	Année	%	IC à 95%	Nb
Selon le statut de minorité visible (disponible seulement pour l'année 2020)				
	2020	18,2	13,5-22,9	154 200
	2020	12,3	8,8-15,8	145 300

Montréal				
	Année	%	IC à 95%	Nb
Selon le statut d'incapacité				
A une incapacité	2018	28,4	21,4-35,5	119 200
	2019	18,8*	9,6-27,9	63 600
	2020	26,7	20,2-33,2	104 200
N'a pas d'incapacité	2018	12,0	9,1-15,0	156 200
	2019	8,4*	4,6-12,2	108 000
	2020	9,8	7,4-12,2	127 600

Source : Statistique Canada, *Enquête canadienne sur le revenu (2018 à 2020)*, fichiers maîtres. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

* Coefficient de variation compris entre 15% et 25%, interpréter avec prudence.

12. La catégorie «immigrants» réfère uniquement aux personnes ayant un statut de résidence permanente.

ANNEXE 2 – LISTE DE DOCUMENTS QUI PROPOSENT DES PISTES D’ACTION POUR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ ET/OU L’INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Thématique	Références
Lutte à la pauvreté	Direction de santé publique de la Montérégie. (2023). <i>Mémoire des directrices et directeurs régionaux de santé publique – Plan d’action gouvernemental en matière de lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale</i> . https://www.santemonteregie.qc.ca/sites/default/files/2023/07/memoire_des_directrices_et_directeurs_regionaux_de_sante_publicue_vf.pdf
	Quesnel-Vallée, A. (2022). <i>Politiques sociales favorisant la redistribution de la richesse : Options pour le contexte québécois</i> (Rapport de recherche 2020-ORCR-280247; Programme Actions concertées). Université McGill. https://frq.gouv.qc.ca/histoire-et-rapport/politiques-sociales-favorisant-la-redistribution-de-la-riche-sses-options-pour-le-contexte-quebecois/
	Conseil consultatif national et sur la pauvreté (CCNP). (2022). <i>Transformer nos systèmes : Le rapport de 2022 du Conseil consultatif national sur la pauvreté</i> . Emploi et Développement social Canada. https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/reduction-pauvrete/conseil-consultatif-national/rapports/annuel-2022.html
	Villeneuve, J. (2022). <i>La prévention: Une voie essentielle pour réduire les inégalités, la pauvreté et l’exclusion sociale</i> . Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale. https://www.cclp.gouv.qc.ca/publications/pdf/AV_prevention_2023_CCLP.pdf
Réduction de l’insécurité alimentaire	Fournier, F. (2022). <i>La faim justifie des moyens. S’engager de manière décisive à réduire durablement et à prévenir l’insécurité alimentaire des ménages au Québec</i> . Observatoire québécois des inégalités. https://www.observatoire-desinegalites.com/fr/detail-publication/la-faim-justifie-des-moyens
	Tarasuk, V., Li, T., et Fafard St-Germain, A.-A. (2022). <i>Household food insecurity in Canada, 2021</i> . Toronto: Research to identify policy options to reduce food insecurity (PROOF). https://proof.utoronto.ca/wp-content/uploads/2022/08/Household-Food-Insecurity-in-Canada-2021-PROOF.pdf
	Ontario Dietitians in Public Health (ODPH). (2020). <i>Position Statement and Recommendations on Responses to Food Insecurity</i> . https://www.odph.ca/upload/membership/document/2021-04/ps-eng-corrected-07april21_3.pdf
	Les diététistes du Canada. (2016). <i>Aborder l’insécurité alimentaire des ménages au Canada : Énoncé de position et recommandations</i> . Les diététistes du Canada. https://www.dietitians.ca/DietitiansOfCanada/media/Documents/Resources/HFI-Executive-Summary-DC-FRE.pdf?ext=.pdf

*Centre intégré
universitaire de santé
et de services sociaux
du Centre-Sud-
de-l'Île-de-Montréal*

Québec 